



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 JUILLET 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 2nd, 1949

RECEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1949.

Québec ce 21 juin 1949.

25230-25-10-o L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1949.

Quebec, this 21st of June 1949.

25230-25-10-o RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception, et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

A. Chénier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Adolphe Chénier, boucher, Léon Chénier, épicier, et Maurice Lamy, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers et marchands de provisions, sous le nom de "A. Chénier Inc.",

Letters Patent

A. Chénier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Adolphe Chénier, butcher, Léo Chénier, grocer, and Maurice Lamy, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of grocers and provision merchants, under the name of "A. Ché-

avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Acme Blouse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1949, constituant en corporation: June Kirlin, Claire Taylor, secrétaires, filles majeures, et Virginia Mires, réceptionniste, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le négoce ou le commerce de vêtements de toute nature et description, sous le nom de "Acme Blouse Inc.", avec un capital de \$75,000 divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Antonin Lahaie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1949, constituant en corporation: Antonin Lahaie, contracteur, de Saint-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières, et Hubert Ducharme, Charlemagne Landry, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement les affaires et opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Antonin Lahaie Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de 100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

A. Ross Cromwell Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze mai 1949, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John MacGlinchey Home, avocats et conseils en loi du Roi, et Helen Hague, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, exécuter, effectuer, aménager, améliorer, travailler, développer, administrer,

nier Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Acme Blouse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1949, incorporating: June Kirlin, Claire Taylor, secretaries, spinsters, and Virginia Mires, receptionist, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in or with clothing of every nature and description, under the name of "Acme Blouse Inc.", with a capital stock of \$75,000 divided into 250 preferred shares having a par value of \$100 each, and 500 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Antonin Lahaie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of May, 1949, incorporating: Antonin Lahaie, contractor, of Saint-Tite, judicial district of Trois-Rivières, and Hubert Ducharme, Charlemagne Landry, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business and operations of builders and general contractors, under the name of "Antonin Lahaie Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Tite, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

A. Ross Cromwell Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1949, incorporating: Kenneth Albert Wilson, John MacGlinchey Home, advocates and King's Counsel, and Helen Hague, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or

gérer ou contrôler des travaux publics et privés, sous le nom de "A. Ross Cromwell Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Autobus Régional, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1949, constituant en corporation: Victor Charron, hôtelier et propriétaire d'autobus, domicilié à Lac des Aigles, Arthur Gendreau, Charles-Alphonse Beaulieu, avocats, tous deux de Rimouski, tous du district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation d'omnibus, autobus, auto-neige, taxi, camion, autocar et de tous autres véhicules moteurs, sous le nom de "Autobus Régional, Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac des Aigles, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Brighton Interests Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt mai 1949, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., Manuel Shacter, avocats, Irene Rubín, Libby Turner et Jessie Davine, filles majeures, secrétaires, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Détenir et exploiter des propriétés immobilières, sous le nom de "Brighton Interests Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Community Nursery School Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation sans capital-actions: John Bland, architecte, Ste-Anne du bout de l'Isle, Robert Charles Decker, assistant-gérant, et Dudley Coates Lloyd, gérant, tous deux de Ste-Anne-de-Belle-

control public and private works, under the name of "A. Ross Cromwell Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 200 preferred shares of the par value of \$100 each and 3,000 common shares of the par value of \$10 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Autobus Régional, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, incorporating: Victor Charron, hotel keeper and autobus proprietor, domiciled at Lac des Aigles, Arthur Gendreau, Charles Alphonse Beaulieu, advocates, both of Rimouski, all of the judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To operate an omnibus, autobus, snowmobile, taxi, truck, automobile and all other motor vehicles, under the name of "Autobus Régional, Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Lac des Aigles, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Brighton Interests Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of May, 1949, incorporating: Louis H. Rohrlick, K.C., Manuel Shacter, advocates, Irene Rubin, Libby Turner and Jessie Davine, spinsters, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To hold and operate immoveable properties, under the name of "Brighton Interests Ltd.", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Community Nursery School Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating without share capital: John Bland, architect, Ste. Anne du bout de l'Isle, Robert Charles Decker, assistant manager, and Dudley Coates Lloyd, manager, both of Ste-Anne-de-

vue, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des jardins d'enfance, sous le nom de "Community Nursery School Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Daniels & Daniels Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1949, constituant en corporation: Robert Daniels, Joseph Daniels, manufacturiers, et June Kirlin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à tailler et manufacturer toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Daniels & Daniels Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Désourdy Construction Ltée
Désourdy Construction Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1949, constituant en corporation: Roland Désourdy, contracteur général, Marcel Désourdy, contremaître, Solange Bisailon Désourdy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Désourdy, tous de la ville de Cowansville, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer généralement les opérations de contracteur et entreprendre généraux pour la construction, l'érection, les réparations, les modifications et le maintien de travaux publics et privé de tous genres, sous le nom de "Désourdy Construction Ltée" — "Désourdy Construction Ltd", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Bellevue, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a nursery school or nursery schools, under the name of "Community Nursery School Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is \$100,000.

The head office of the Corporation will be at Ste-Anne-de-Bellevue, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Daniels & Daniels Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1949, incorporating: Robert Daniels, Joseph Daniels, manufacturers, and June Kirlin, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of tailoring and manufacturing of all kinds of clothing, under the name of "Daniels & Daniels Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Désourdy Construction Ltée
Désourdy Construction Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1949, incorporating: Roland Désourdy, general contractor, Marcel Désourdy, foreman, Solange Bisailon Désourdy, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Roland Désourdy, all of the town of Cowansville, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on a general business as contractor and building-contractors for the construction, erection, repair, alteration and maintenance of public and private works of every kind, under the name of "Désourdy Construction Ltée" — "Désourdy Construction Ltd.", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Diamond Fur Blending Corp. (Canada)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1949, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., Louis Feigenbaum et Nathaniel Levy, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à combiner et traiter des peaux de moutons et des vêtements en mouton, sous le nom de "Diamond Fur Blending Corp. (Canada)", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Geo. H. Dupuy & Fils, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1949, constituant en corporation: Georges-H. Dupuy, agent d'immeubles, Dame Juliette Comtois, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges-H. Dupuy, et dûment autorisée aux fins des présentes, et Édouard Levasseur, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement négocier des biens immobiliers, sous le nom de "Geo. H. Dupuy & Fils, Limitée", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Globe Dress & Sportswear Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept mai 1949, constituant en corporation: David Coveler, Lewis K. Freedman, avocats, et Florence Klians, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de toutes sortes de vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Globe Dress & Sportswear Co.", avec un capital de \$60,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Diamond Fur Blending Corp. (Canada)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1949, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., Louis Feigenbaum and Nathaniel Levy, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of blending and processing mouton skins and mouton garments, under the name of "Diamond Fur Blending Corp. (Canada)", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Geo. H. Dupuy & Fils, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1949, incorporating: Georges H. Dupuy, real estate agent, Dame Juliette Comtois, wife separate as to property by marriage contract of said Georges H. Dupuy, and duly authorized for the purposes hereof, and Édouard Levasseur, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease and otherwise deal with immovable property, under the name of "Geo. H. Dupuy & Fils, Limitée", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Globe Dress & Sportswear Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of May, 1949, incorporating: David Coveler, Lewis K. Freedman, advocates, and Florence Klians, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in all kinds of men's, women's and children's clothing, under the name of "Globe Dress & Sportswear Co.", with a capital stock of \$60,000 divided into 400 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Grégoire & Bourgeois Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1949, constituant en corporation: Georges Grégoire, industriel, Maurice Bourgeois, commerçant, tous deux de Napierville, district judiciaire d'Iberville, et Alphonse Bégin, comptable public, des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits du bois, matériaux de construction, ferronnerie et quincaillerie, sous le nom de "Grégoire & Bourgeois Incorporée", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Grégoire & Bourgeois Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1949, incorporating: Georges Grégoire, industrialist, Maurice Bourgeois, trader, both of Napierville, judicial district of Iberville, and Alphonse Bégin, public accountant, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all wood products, building materials, ironware and hardware, under the name of "Grégoire & Bourgeois Incorporée", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Napierville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Guy Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1949, constituant en corporation: William Riven, administrateur, June Kirlin, secrétaire, fille majeure, et Virginia Mires, réceptionniste, fille majeure, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder et faire le commerce d'immeubles ou d'intérêts en iceux, sous le nom de "Guy Holdings Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Guy Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date, the eighteenth day of May, 1949, incorporating: William Riven, executive, June Kirlin, secretary, spinster, and Virginia Mires, receptionist, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, possess and deal with real estate or interests therein, under the name of "Guy Holdings Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hersh Woollens Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf mai 1949, constituant en corporation: Sam Hersh, Max Hersh et Myer Hersh, marchands, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de lainages, doublures, toiles, garnitures, cotonnades, fils, tissus et produits textiles de toutes sortes, sous le nom de "Hersh Woollens Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 372 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hersh Woollens Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1949, incorporating: Sam Hersh, Max Hersh and Myer Hersh, merchants, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in all kinds, of woollens, linings, linens, trimmings, cottons, threads and fabrics and textiles of all kinds, under the name of "Hersh Woollens Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each, and 6,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at 372, St. Catherine Street West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

H. Shiller Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf mai 1949, constituant en corporation: Hyman Shiller, marchand, de la cité de Westmount, Charles Shiller, marchand, de la cité d'Outremont, et Benjamin L. Louis, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme négociants et manufacturiers de boutons, ornements et garnitures de toutes sortes, sous le nom de "H. Shiller Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires ne sera pas plus de vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Aréna de Maniwaki Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1949, constituant en corporation: Arthur Besner, médecin, Russell Baker, employé civil, Henri Poirier, marchand, Fernand Joanis, registrateur, François-Xavier Duhamel, gérant de banque, Herménégilde Merleau, asst-gérant, C.I.P., Laurent Gravel, barbier, et Lambert Britt, tous de Maniwaki, district judiciaire de Labelle, pour les objets suivants:

La construction d'une aréna et l'exploitation commerciale de ladite aréna après sa construction, sous le nom de "L'Aréna de Maniwaki Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maniwaki, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Société St-Jean-Baptiste de Ste-Anne de la Pérade, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1949, constituant en corporation sans capital-actions: J. Daniel Thibault, industriel, Réal Cossette, agronome, Paul-Auray Grimard, courtier en assurances, J.-A.-Laurent Dusablon, contre-maître, Jean-Marie-P. Tessier, imprimeur, Henri Paquet, agent, Albert Langevin, voyageur de commerce, et Dr Jean-Baptiste Touzin, médecin, tous de Ste-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Promouvoir et favoriser l'avancement et le plus grand bien économique, social, politique, national, culturel et religieux des Canadiens

H. Shiller Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1949, incorporating: Hyman Shiller, merchant, of the City of Westmount, Charles Shiller, merchant, of the City of Outremont, and Benjamin L. Louis, Advocate, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jobbers in and manufacturers of buttons, ornaments and trimmings of all kinds, under the name of "H. Shiller Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 250 common shares of a par value of \$100 each, and 750 preferred shares of a par value of \$100 each.

The shareholders shall be no more than twenty in number.

The head office of the Company will be at Montreal, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Aréna de Maniwaki Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, incorporating: Arthur Besner, physician, Russell Baker, civil servant, Henri Poirier, merchant, Fernand Joanis, registrar, François-Xavier Duhamel, bank manager, Herménégilde Merleau, asst-manager C.I.P., Laurent Gravel, barber, and Lambert Britt, all of Maniwaki, judicial district of Labelle, for the following purposes:

The construction of an arena and the commercial operating of the said arena, after its construction, under the name of "L'Aréna de Maniwaki Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Maniwaki, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Société St-Jean-Baptiste de Ste-Anne de la Pérade, Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: J. Daniel Thibault, industrialist, Réal Cossette, agronomist, Paul Auray Grimard, insurance broker, J. A. Laurent Dusablon, foreman, Jean Marie P. Tessier, printer, Henri Paquet, agent, Albert Langevin, commercial traveller, and Dr Jean-Baptiste Touzin, physician, all of Ste-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To promote and encourage the advancement and the greatest possible economic, social, political, national, cultural and religious welfare

catholiques de langue française et des étrangers catholiques de langue française, naturalisés canadiens ou considérés comme canadiens, sous le nom de "La Société St-Jean-Baptiste de Ste-Anne de la Pérade, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Centre Catholique de Ste-Victoire

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation sans capital-actions: R. Astell, gérant de banque, Fid.-Édouard Alain, ingénieur-industriel, Aurèle Roux, G.-A. Giroux, industriels, tous de Victoriaville, et Nazaire Allard, cultivateur, de Ste-Victoire, tous du district judiciaire D'Arthabaska, pour les objets suivants:

Promouvoir l'action Catholique, les mouvements spécialisés sous toutes leurs formes et autres associations reconnues par l'Évêque de Nicolet;

Créer, maintenir, administrer des moyens d'organisation de loisirs, des moyens de récréation, de délassement pour le corps, sous le nom de "Le Centre Catholique de Ste-Victoire".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$180,000.

Le siège social de la corporation sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ouellet & Ouellet Limitée Ouellet & Ouellet Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1949, constituant en corporation: François-Xavier Frenette, marchand, René Ouellet, menuisier, tous deux de Dolbeau, et Cyrille Potvin, avocat, de Roberval, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Se livrer à l'industrie de la construction en bois, ciment, pierre et béton armé ou non armé, ainsi que tous autres genres de construction, sous le nom de "Ouellet & Ouellet Limitée" — "Ouellet & Ouellet Limited", avec un capital de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

of Canadian Catholics of the French language and foreign Catholics of the French language, naturalized Canadians or considered as Canadians, under the name of "La Société St-Jean-Baptiste de Ste-Anne de la Pérade, Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Centre Catholique de Ste-Victoire

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: R. Astell, bank manager, Fid. Edouard Alain, industrial engineer, Aurèle Roux, G. A. Giroux, industrialists, all of Victoriaville, and Nazaire Allard, farmer, of Ste-Victoire, all of the judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To promote Catholic action, specialized movements in all lines of same and other associations recognized by the Bishop of Nicolet;

To create, maintain, manage ways of organizing recreational centres, and means for bodily recreation and relaxation, under the name of "Le Centre Catholique de Ste-Victoire".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$180,000.

The head office of the corporation will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ouellet & Ouellet Limitée Ouellet & Ouellet Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1949, incorporating François-Xavier Frenette, merchant, René Ouellet, carpenter, both of Dolbeau, and Cyrille Potvin, advocate, of Roberval, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on the building business in wood, cement, stone and concrete, whether reinforced concrete or otherwise, and also any other kind of construction, under the name of "Ouellet & Ouellet Limitée" — "Ouellet & Ouellet Limited", with a capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Panta (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1949, constituant en corporation: Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi du Roi, Peter Lurie, comptable, et Eileen Cohen, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter toutes sortes de chaussures pour dames, hommes et enfants et appareils pour les pieds, sous le nom de "Panta (Canada) Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 423 rue Mayor, chambre 2, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Peggy Ann Shops Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1949, constituant en corporation: Saul Grossman, Moses Yanofsky, marchands, Harriet Bloom Grossman, ménagère, épouse séparée de biens de Saul Grossman et dûment autorisée par lui, et Florence Bloom Yanofsky, épouse séparée de biens de Moses Yanofsky et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements et robes pour femmes, demoiselles et enfants, sous le nom de "Peggy Ann Shops Incorporated", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Perma-Stone of Montreal Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mai 1949, constituant en corporation: James Penrose Anglin, Richard Dale Weldon, Edmond-Jacques Courtois, avocats, Frank Wright, gérant de bureau, et Ronald Renault, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme constructeurs, entrepreneurs et marchands de toutes sortes de matériaux de construction et outillage, sous le nom de "Perma-Stone of Montreal Limited" avec un capital de \$100,000 divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires n'excèdera pas vingt;

Panta (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1949, incorporating: Samuel Moskovitch, advocate and King's Counsel, Peter Lurie, accountant, and Eileen Cohen, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import and export all kinds of ladies', men's and children's footwear, foot appliances, under the name of "Panta (Canada) Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 423 Mayor Street, Room 2, in the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Peggy Ann Shops Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1949, incorporating: Saul Grossman, Moses Yanofsky, merchants, Harriet Bloom Grossman, housewife, wife separate as to property of Saul Grossman and duly authorized by him, and Florence Bloom Yanofsky wife separate as to property of Moses Yanofsky and duly authorized by him, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of apparel, women's, misses' and children's dresses, under the name of "Peggy Ann Shops Incorporated", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Perma-Stone of Montreal Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1949, incorporating: James Penrose Anglin, Richard Dale Weldon, Edmond-Jacques Courtois, advocates, Frank Wright, office manager, and Ronald Renault, clerk, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builder, contractor and dealer in all kinds of building materials and equipment, under the name of "Perma-Stone of Montreal Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 800 preferred shares of the par value of \$100 each, and 200 common shares of the par value of \$100 each.

The number of its shareholders shall not exceed twenty;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1949.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of May, 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Pierre Château Stone Inc.

Pierre Château Stone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt mai 1949, constituant en corporation: Henri Deslauriers, industriel, de Sillery, Jack Dinan Quart, voyageur, de la cité de Québec, et Léopold Girard, comptable, de Beauport, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of May, 1949, incorporating: Henri Deslauriers, industrialist, of Sillery, Jack Dinan Quart, traveller, of the city of Quebec, and Leopold Girard, accountant of Beauport, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Faire et agencer des ingrédients devant former un enduit imitant la pierre et la brique, sous le nom de "Pierre Château Stone Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

To make and combine ingredients intended to form a coating imitating stone and brick, under the name of "Pierre Château Stone Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 68, rue Lalemant, Québec, district judiciaire de Québec.

The head office of the company will be at 68 Lalemand Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mai 1949.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Plexart Co. Ltd.

Plexart Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, de Lévis, Gilles de Billy, avocat, Alice Guntensperger, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, et Thérèse Sirois, secrétaire, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Jacques de Billy, advocate, of Lévis, Gilles de Billy, advocate, Alice Guntensperger, secretary, both of the city of Quebec, and Thérèse Sirois, secretary, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter toutes sortes de plaques, nouveautés, imprimés, boutons-souvenirs, objets d'art, sous le nom de "Plexart Co. Ltd", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

To manufacture, purchase, sell, import, export all kinds of plates, novelties, prints, souvenir-buttons, works of art, under the name of "Plexart Co. Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie ne devra pas dépasser le chiffre de vingt (20).

The number of the shareholders of the company shall not exceed twenty (20).

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mai 1949.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Premier Peat Moss Producers, Ltd.

Premier Peat Moss Producers, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf mai 1949, constituant en corporation: Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman et Daniel Doheny, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941; bearing date the nineteenth day of May, 1949, incorporating: Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman and Daniel Doheny, advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Rechercher et extraire du sol de la tourbe ou de la mousse de tourbe sous toutes ses formes

To search for and remove from the ground, peat or peat moss in all its natural forms, under

naturelles, sous le nom de "Premier Peat Moss Producers, Ltd.", avec un capital de \$400,000 divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 20,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune divisées en 10,000 actions catégorie "A" et en 10,000 actions catégorie "B".

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ronaldo Tapin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1949, constituant en corporation: Ronaldo Tapin, commerçant, de Jonquière, Wellie Blackburn et Raymond Gagnon, commerçants, de Chicoutimi, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tout ameublement de maison et de ferme, de machines agricoles, sous le nom de "Ronaldo Tapin Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Service Social St-Pierre

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Le Révérend Père Gabriel Sarrazin, o.m.i., curé, Hector Larivée, marchand, et Hubert Giroux, employé de tramways, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en une corporation toute personne qui désire aider les infortunés, les pauvres, les malades, les vieillards et les enfants quelle que soit leur race ou leur nationalité, sous le nom de "Service Social St-Pierre".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Splendid Toilet Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1949, constituant en corporation: Honoré Valade, rentier, Roméo Boivin,

the name of "Premier Peat Moss Producers, Ltd.", with a capital stock of \$400,000 divided into 2,000 preferred shares of the par value of \$100 each, and 20,000 shares of the par value of \$10 each divided into 10,000 class "A" shares and 10,000 class "B" shares.

The head office of the Company will be at the City of Rivière-du-Loup, Judicial District of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ronaldo Tapin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1949, incorporating: Ronaldo Tapin, trader, of Jonquière, Wellie Blackburn and Raymond Gagnon, traders, of Chicoutimi, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in all kinds of household and farm furniture, agricultural machinery, under the name of "Ronaldo Tapin Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Service Social St-Pierre

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Father Gabriel Sarrazin, O.M.I., parish priest, Hector Larivée, merchant, and Hubert Giroux, tramways employee, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To groupe into an association any person desirous of assisting the unfortunate, the poor, the sick, the aged and also children, of whatever race and nationality they may be, under the name of "Service Social St-Pierre".

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$500,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Splendid Toilet Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1949, incorporating: Honoré Valade, annuitant, Roméo Boivin, real estate

agent d'immeubles, et Antoine Champagne, boucher, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'industrie d'une buanderie à vapeur en général, sous le nom de "Splendid Toilet Service Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Stuart Auto Supplies, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf mai 1949, constituant en corporation: Duncan John Stuart, marchand, Dame Georgina Begg, épouse séparée de biens de Duncan John Stuart, Alice Watson, fille majeure, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'accessoires d'automobiles, sous le nom de "Stuart Auto Supplies, Ltd.", avec un capital de \$99,000 divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Colonial Inn Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt mai 1949, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, avocats, et Florence Klians, secrétaire, fille majeure, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, échanger, vendre ou autrement disposer et entretenir, aménager et exploiter un hôtel, des auberges, stations d'été et d'hiver, restaurants, cafés et salles de rafraîchissements, sous le nom de "The Colonial Inn Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1949.

25233 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

agent, and Antoine Champagne, butcher, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general steam laundry business, under the name of "Splendid Toilet Service Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at "Ville Saint-Laurent" judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Stuart Auto Supplies, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity, with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1949, incorporating: Duncan John Stuart, merchant, Dame Georgina Begg, wife separate as to property of Duncan John Stuart, Alice Watson, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobile supplies, under the name of "Stuart Auto Supplies, Ltd.", with a capital stock of \$99,000 divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Colonial Inn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of May, 1949, incorporating: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, advocates, and Florence Klians, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire, own, exchange, sell or otherwise dispose of, and to maintain, equip and operate hotel, inns, summer and winter resorts, restaurant, cafe and refreshment rooms, under the name of "The Colonial Inn Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Ste-Agathe-des-Monts, Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

LETTRES PATENTES
SUPPLÉMENTAIRES

ATTENDU que par la Loi des compagnies de téléphone, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 298), et par la Loi des compagnies de télégraphe, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 297), laquelle s'applique aux compagnies de téléphone, il est, entre autres choses, en substance, statué que, lorsqu'il s'agit d'obtenir des changements dans les dispositions des lettres patentes, les directeurs d'une telle compagnie, après avoir obtenu l'assentiment des deux-tiers des actionnaires, présentent une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil, mentionnant les changements demandés, le but de ces changements et l'assentiment des deux-tiers des actionnaires;

ATTENDU qu'il est, par les mêmes lois, en substance, statué que, sur le rapport du ministre des travaux publics, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder des lettres patentes supplémentaires modifiant les premières, lesquelles sont publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, et prennent effet du jour de leur publication;

ATTENDU que les directeurs de la compagnie "La Corporation de Téléphone de Joliette", constituée par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de téléphone ci-haut mentionnée, le 9 mars 1946, ont, par leur requête au Lieutenant-gouverneur en conseil de Notre province de Québec pour l'obtention de lettres patentes supplémentaires, exposé qu'ils ont, le 14 mai 1949, adopté un règlement, soit le Règlement N° 42 de ladite compagnie, pour augmenter les pouvoirs d'icelle, et ce, de la manière prévue dans tel règlement;

ATTENDU que ce règlement a été approuvé et ratifié par plus des deux-tiers des actionnaires de ladite compagnie, soit par tous les actionnaires d'icelle, lors d'une assemblée de ces derniers tenue à cette fin le 14 mai 1949;

ET ATTENDU qu'il a été établi à la satisfaction du Lieutenant-gouverneur en conseil que ledit règlement a été dûment passé et approuvé en conformité avec les dispositions de la loi, que la requête pour l'obtention de lettres patentes supplémentaires paraît opportune et faite de bonne foi, et que, par l'arrêté-en-conseil portant le numéro 604, approuvé le 8 juin 1949, il a été ordonné que des lettres patentes supplémentaires soient émises pour confirmer ledit règlement;

A CES CAUSES, en vertu desdites lois, Nous avons confirmé et, par Nos présentes lettres patentes supplémentaires, confirmons ledit Règlement N° 42 adopté par les directeurs et sanctionné par les actionnaires de la compagnie

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

SUPPLEMENTARY
LETTERS PATENT

WHEREAS by the Telephone Companies Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chap 298) and by the Telegraph Companies Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 297), which applies to telephone companies, it is, amongst other things, particularly enacted that whenever changes are to be made in the provisions of the letters patent, the directors of such company, with the consent of two-thirds of the shareholders, shall present a petition to the Lieutenant-Governor in Council, setting forth the changes asked for, the object of such changes and the consent of two-thirds of the shareholders;

WHEREAS it is, by the same Acts, particularly enacted, that, upon the report of the Minister of Public Works, the Lieutenant-Governor in Council may grant supplementary letters patent amending the first, which supplementary letters patent, shall be published in the *Quebec Official Gazette*, and come into effect the day of their publication;

WHEREAS the directors of the company "La Corporation de Téléphone de Joliette", incorporated by letters patent issued under the provisions of the Telephone Companies Act above mentioned, on the 9th day of March, 1946, have, by their petition to the Lieutenant-Governor in Council of Our Province of Quebec for supplementary letters patent, set forth that, on the 14th of May, 1949, they adopted a by-law, namely By-law No. 42 of the said company, to increase the powers thereof, and such, in the manner prescribed in the said by-law;

WHEREAS the said by-law was approved and ratified by more than two-thirds of the shareholders of the said company, namely by all the shareholders thereof, at a meeting of the latter held for such purpose on the 14th of May, 1949;

AND WHEREAS it was established to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council that the said by-law was duly passed and approved in conformity with the provisions of the Act, that the petition for obtaining supplementary letters patent appears to be expedient and made in good faith, and that, by Order in Council bearing No. 604, approved on the 8th of June, 1949, it was ordained that supplementary letters patent be issued to confirm the said by-law;

THEREFORE, in virtue of the said Acts, We have confirmed and by our present supplementary letters patent, confirm the said By-law No. 42 adopted by the directors and sanctioned by the shareholders of the company "La Corpo-

"La Corporation de Téléphone de Joliette", le 14 mai 1949, lequel se lit ainsi:

"ATTENDU qu'il est désirable et dans l'intérêt de la compagnie que les pouvoirs de la compagnie tels que mentionnés dans les lettres patentes incorporant la compagnie soient augmentés et modifiés de la manière ci-après.

IL EST PROPOSÉ, SECONDE et UNANIMEMENT RÉSOLU comme règlement numéro 42 de la compagnie, le règlement suivant:

1° Qu'application soit faite à l'honorable Lieutenant-gouverneur en Conseil aux fins d'obtenir des lettres patentes supplémentaires confirmant les pouvoirs suivants:

a) La compagnie peut acquérir et posséder tous biens meubles et immeubles nécessaires à son entreprise, aliéner ses biens meubles ou immeubles et hypothéquer ces derniers;

b) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie, de l'ensemble des biens, actifs ou achalandage, pour la considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

c) Acquérir, posséder et aliéner toutes actions, obligations, ou effets de commerce, de toute corporation et compagnie;

d) Acheter, vendre, posséder, des actions, obligations ou débiteures de toute compagnie de téléphone quelconque.

2° Que le Président et le Secrétaire de la compagnie soient et sont par la présente autorisés à faire, signer et exécuter tout acte, documents, nécessaires ou pertinents à la réalisation des présentes."

Et NOUS déclarons par les présentes qu'à compter de la date de la publication des présentes lettres patentes supplémentaires dans la Gazette officielle de Québec, les pouvoirs de la compagnie "La Corporation de Téléphone de Joliette" sont modifiés et étendus aux objets additionnels mentionnés dans son Règlement N° 42 ci-haut mentionné, lequel est confirmé par les présentes.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce HUITIEME jour de JUIN, l'an de grâce mil neuf cent quarante-neuf, et de Notre Règne le treizieme.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

25265-0

JEAN BRUCHÉSI.

"La Corporation de Téléphone de Joliette", on the 14th day of May, 1949, the said by-law reading as follows:

"WHEREAS it is desirable and in the interest of the company that the powers of the company as mentioned in the letters patent incorporating the company be increased and amended in the following manner.

IT IS MOVED, SECONDED and UNANIMOUSLY ADOPTED as By-law No. 42 of the company, the following by-law:

1. That application be made to the Honourable the Lieutenant-Governor in Council for supplementary letters patent confirming the following powers:

a) The company may acquire and own any movable and immovable properties required for its undertaking, alienate it movable and immovable properties and hypothecate the latter;

b) Sell or dispose of the whole or any part whatsoever of the undertaking of the company, all its properties, assets or goodwill, for such consideration as the company may deem suitable and in particular for shares, debentures or securities of any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present corporation;

c) Acquire, own and alienate any shares, bonds or other trade acceptances, of any corporation and company;

d) Buy, sell, hold shares, bonds or debentures of any telephone company whatsoever.

2. That the President and Secretary of the company be and they are hereby authorized to make, sign and execute any act, or documents required for or connected with the realization of these presents."

AND WE hereby declare that as from the date of the publication of the present supplementary letters patent in the Quebec Official Gazette, the powers of the company "La Corporation de Téléphone de Joliette" are amended and extended to the additional objects mentioned in its By-law No. 42 above mentioned, which said by-law is hereby confirmed.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal to the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this EIGHTH day of JUNE, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine, and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

25265

Under Secretary of the Province.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Bic & St-Valérien", en date du 6 juin 1949, dont le siège social est situé au Bic, Comté de Rimouski, et que ce document a été

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Bic & St-Valérien" under date the sixth day of June, 1949, whereof the head office is at Bic, county of Rimouski, and

déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25244-o JEAN BRUCHÉSI.

that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1949.

JEAN BRUCHÉSI.
25244 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 21 juin 1949, le Règlement N° 9 de la corporation "Les Établissements Notre-Dame", tel qu'adopté à une assemblée générale et spéciale tenue le 7 mai 1949, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 276, telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 21 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25245-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on June 21st, 1949, approved By-law No. 9 of the corporation "Les Établissements Notre-Dame", as adopted at a general and special meeting held on May 7, 1949, and such pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, as added by the Act 11 George VI chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 21, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25245 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le 4 mai 1949, le changement du nom du "Syndicat Catholique des Employés du Chemin de Fer Alma & Jonquière" en celui de "Le Syndicat National des Employés du Chemin de Fer Alma & Jonquière", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25246-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on May 4, 1949, authorized the change of name of the "Syndicat Catholique des Employés du Chemin de Fer Alma & Jonquière" to that of "Le Syndicat National des Employés du Chemin de Fer Alma & Jonquière" and such pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 4, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25246 Under Secretary of the Province.

LE COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, VS DOCTEUR FRANÇOIS BÉLANGER.

Par ordre du Conseil de Discipline, en date du 10 mai 1949, le docteur François Bélanger, demeurant au numéro 2341, est, rue Ontario, Montréal, est destitué comme membre du Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec pour avoir manqué à ses devoirs professionnels et commis un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession médicale.

Cette destitution lui enlevant tout droit d'exercer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique, prend effet ce jour.

Par ordre du Conseil de Discipline.
Montréal, le 22 juin 1949.

Le Régistraire,
25247-o JEAN PAQUIN, M.D.

THE COLLEGE OF PHYSICIANS, AND SURGEONS OF THE PROVINCE OF QUEBEC, VS DOCTOR FRANCOIS BÉLANGER.

By order of the Council on Discipline, dated May 10, 1949, Doctor François Bélanger, residing at No. 2341 Ontario Street East, Montreal, is dismissed from the membership of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec for having failed in his professional duties and committed an act derogatory to the honour and dignity of the medical profession.

This dismissal depriving him of any right to practice medicine, surgery and obstetrics, comes into force on this date.

By order of the Council on Discipline.
Montreal, June 22, 1949.

JEAN PAQUIN, M.D.,
25247 Registrar.

LE COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, VS DOCTEUR A. A. CORBER.

Par ordre du Conseil de Discipline, en date du 10 mai 1949, le docteur A. A. Corber, demeurant au numéro 5729 avenue du Parc, Apt. 1, est suspendu pour une période d'un an du Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec pour avoir manqué à ses devoirs professionnels et commis un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession médicale.

THE COLLEGE OF PHYSICIANS AND SURGEONS OF THE PROVINCE OF QUEBEC, VS DOCTOR A. A. CORBER.

By order of the Council on Discipline, dated May 10, 1949, Doctor A. A. Corber, residing at No. 5729 Park Avenue, Apt. 1, is suspended for a period of one year from the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec for having failed on his professional duties and committed an act derogatory to the honour and dignity of the medical profession.

Cette suspension lui enlevant tout droit d'exercer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique, prend effet ce jour.

Par ordre du Conseil de Discipline.

Montréal, le 22 juin 1949.

Le Régistrateur,
JEAN PAQUIN, M.D.

25248-o

This suspension depriving him of any right to practise medicine, surgery and obstetrics, comes into force on this date.

By order of the Council on Discipline.

Montreal, June 22, 1949.

JEAN PAQUIN, M.D.,
Registrar.

25248

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le 4 mai 1949, le changement du nom de l'"Association Catholique des Institutrices Laïques de Victoriaville, Incorporée" en celui de "Association Catholique des Institutrices Rurales du Comté d'Arthabaska, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

25249-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on May 4, 1949, authorized the change of name of the "Association Catholique des Institutrices Laïques de Victoriaville, Incorporée" to that of "Association Catholique des Institutrices Rurales du comté d'Arthabaska, Inc." and such pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 5, 1949.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

25249

EASTERN TOWNSHIPS AGRICULTURAL ASSOCIATION

Rachat d'obligations

Avis est, par les présentes, donné que l'"Eastern Townships Agricultural Association", conformément au titre hypothécaire exécuté devant Chénier Picard, notaire, le premier jour de février 1943 et enregistré dans la division de Sherbrooke dans le registre B., vol. 98, numéro 44220, a appelé et appelle, par les présentes, pour rachat le premier jour d'août 1949, les obligations garanties par ledit titre hypothécaire ayant une valeur totale au pair de \$1,500.00 échéant le premier jour de février 1953 au pair et intérêt couru; à savoir, les obligations numérotées D-4 à \$500.00, D-34 à \$500.00 et D-39 à \$500.00.

Le montant principal desdites obligations avec l'intérêt sur icelles sera payé le premier jour d'août 1949 à la succursale de la rue Wellington de la Banque de Montréal, Sherbrooke, Québec, sur présentation desdites obligations avec tous les coupons attachés, après laquelle date lesdites obligations cesseront de porter intérêt.

Sherbrooke, le 16 juin 1949.

EASTERN TOWNSHIPS AGRICULTURAL ASSOCIATION,
(Sceau) La Secrétaire-trésorière,
25250-o MARGUERITE ST-PIERRE.

EASTERN TOWNSHIPS AGRICULTURAL ASSOCIATION

Redemption of bonds

Notice is hereby given that Eastern Townships Agricultural Association pursuant to the mortgage Deed executed before Chénier Picard, Notary, on the First day of February 1943, and registered in Sherbrooke Division Register B, Vol. 98, Number 44220, has called and hereby calls for redemption on the first day of August 1949 bonds secured by said Mortgage Deed having a total par value of \$1,500.00 maturing on the first day of February 1953 at par and accrued interest, to wit bonds numbered D-4 for \$500.00, D-34 for \$500.00 and D-39 for \$500.00.

The principal amount of said bonds with interest thereon will be paid on the First day of August 1949 at the Wellington street Branch of the Bank of Montreal, Sherbrooke, Quebec, upon surrender of said bonds with all interest coupons attached, after which date interest will cease to run upon the said bonds.

Sherbrooke, June 16th, 1949.

EASTERN TOWNSHIPS AGRICULTURAL ASSOCIATION,
(Seal) MARGUERITE ST-PIERRE,
25250-o Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation Saint-Paul de Scotstown", en date du 9 mai 1949, dont le siège social est situé à Scotstown, comté de Compton, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

25251-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation Saint-Paul de Scotstown", under date the 9th day of May, 1949, whereof the head office is at Scotstown, county of Compton, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of June, 1949.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

25251

LES PRODUITS DU ST-LAURENT LTÉE
ST. LAWRENCE PRODUCTS LTD.

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de cette compagnie dûment convoquée et tenue le 19 mai 1949, concernant le règlement N° 3a):

"1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et est par les présentes augmenté de quatre à six;

2° Que les règlements de la compagnie soient et sont par les présentes modifiés en conséquence."

Certifié vraie copie.

Québec, 27 mai 1949.

Le Secrétaire,
JEAN-A. GAGNE.

25252-o

LES PRODUITS DU ST-LAURENT LTÉE
ST. LAWRENCE PRODUCTS LTD.

Extract from the minutes of a meeting of the board of directors of the aforesaid company duly called and held on the 19th May 1949 concerning the modification to the by-law number 3a):

"1. That the number of the directors of the company be and is hereby increased from four to six;

2. That the by-laws of the company be and are hereby amended accordingly."

Certified true copy.

Quebec, 27th May, 1949.

JEAN-A. GAGNE,
Secretary.

25252-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif St-Aimé", en date du 10 juin 1949, dont le siège social est situé à St-Aimé, comté de Richelieu, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

25253-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif St-Aimé", under date the tenth day of June, 1949, whereof the head office is at St-Aimé, county of Richelieu, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

25253

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Criblage St-Théodore", en date du 2 mai 1949, dont le siège social est situé à St-Théodore, comté de Bagot, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

25254-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Criblage St-Théodore", under date the second day of May, 1949, whereof the head office is at St-Théodore, county of Bagot, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

25254

THE MONKLAND TENNIS CLUB

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des membres du club The Monkland Tennis Club tenue au chalet du club, 4225 Avenue Royal, Montréal, le 16 mai 1949, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de la corporation de neuf à onze:

"Il a été régulièrement proposé, secondé et adopté à l'unanimité que l'article II, section 1, paragraphe "A" de la constitution et des règlements du club, soit modifié en y rayant le mot "neuf" et en y substituant le mot "onze".

Je certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte de la motion passée à l'assemblée du club The Monkland Tennis Club.

Le Secrétaire honoraire,
G. P. DOYLE.

25255

THE MONKLAND TENNIS CLUB

Excerpt from the minutes of a Special General Meeting of the Members of The Monkland Tennis Club held in the Club House premises, 4225 Royal Avenue, Montreal, on the 16th day of May, 1949, concerning the increase in the number of the Corporation's directors from nine to eleven:

"It was regularly proposed, seconded and unanimously carried that Article II, Section 1, paragraph "A" of the Constitution and By-Laws of the Club, be amended by striking the word "nine" and substituting therefor the word "eleven".

I hereby certify that the above is a true and correct copy of the motion passed at the meeting of The Monkland Tennis Club.

G. P. DOYLE,
Honorary Secretary.

25255-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Dorion", en date du 8 avril 1949, dont le siège social est situé en la ville de Dorion, comté

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Dorion", under date the eighth day of April, 1949, whereof the head

de Vaudreuil, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25269-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que la Grace Church de la dénomination "Associated Gospel Churches", dans la province de Québec, Ville Lasalle, Québec, présentera une requête au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'être constituée en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Eglises, chapitre 311, statuts refondus de la province de Québec 1941 et amendements.

Montréal, 27 juin 1949.

Le Procureur de la requérante,
HOWARD S. ROSS.

57 ouest, rue St-Jacques,
Montréal, Qué. 25280-26-5

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de St-Fabien et St-Eugène", en date du 6 juin 1949, dont le siège social est situé à St-Fabien, comté de Rimouski, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25287-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Camille", en date du 13 juin 1949, dont le siège social est situé à St-Camille, comté de Bellechasse, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25288-o JEAN BRUCHÉSI.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de St-François, en Cour Supérieure, N° 7341, Dame Rose Anna Robert, de East Angus, demanderesse, épouse de Ulric Ashby, cultivateur, de East Angus, district de St-François, a pris une action en séparation de biens contre son mari.

Sherbrooke, ce 21 juin 1949.

Le Procureur de la demanderesse,
25243-o ARMAND NADEAU.

Cour Supérieure, N° 7236, district de Saguenay. Dame Marie-Paule Pilote, épouse de Alphonse Tremblay, des Eboulements, a formé,

office is in the town of Dorion, county of Vaudreuil, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25269 Under Secretary of the Province.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Grace Church, of the Associated Gospel Church is in the Province of Quebec, Ville Lasalle, Quebec, will present a Petition to the Lieut.-Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments.

Montreal, June 27th, 1949.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor for Petitioner.

57 St. James Street West,
Montreal, Que. 25280-26 5-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de St-Fabien et St-Eugène" under date the sixth day of June, 1949, whereof the head office is at St-Fabien, county of Rimouski, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of June, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25287 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Camille" under date the thirteenth day of June, 1949, whereof the head office is at St-Camille, county of Bellechasse, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of June, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25288 Under Secretary of the Province.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, in the Superior Court, No. 7341, Dame Rose Anna Robert, of East Angus, plaintiff, wife of Ulric Ashby, of the city of East Angus district of St. Francis, has instituted an action against her husband for separation as to property.

Sherbrooke, June 21st 1949.

ARMAND NADEAU,
25243-o Attorney for plaintiff.

Superior Court, No. 7236, district of Saguenay. Dame Marie Paule Pilote, wife of Alphonse Tremblay, of les Eboulements, has entered an

contre son mari, une demande en séparation de biens.

Québec, 25 juin 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,

(signé) DORION, DORION

25268-o & ROBITAILLE.

action against her husband for separation as to property.

Quebec, June 25, 1949.

(signed) DORION, DORION

& ROBITAILLE,

25268 Attorneys for the plaintiff.

Chartes — Abandon de

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Armor Automotive Distributors Inc", constituée en corporation par Lettres patentes de la province de Québec en date du 3 juin 1948, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 21 juin 1949.

Le Procureur de la compagnie dite

ARMOR AUTOMOTIVE DISTRIBUTORS INC,

25256-o N. L. RAPPAPORT.

"LABORATOIRE BIO-CHIMIQUE LTÉE"

"BIO-CHEMICAL LABORATORY LTD"

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec que la compagnie "Laboratoire Bio-Chimique Ltée" — "Bio-Chemical Laboratory Ltd" demandera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, vu qu'elle a cessé d'opérer et vu que tout son avoir a été vendu à "Laboratoire Bio-Chimique Inc" — "Bio-Chemical Laboratory Inc" et payé par cette compagnie en date du 21 octobre 1947.

Montréal, ce dixième jour du mois de juin, mil neuf cent quarante-neuf.

Le Procureur de la requérante,

25257-o J. P. LANCTOT.

Notice is hereby given that "Armor Automotive Distributors Inc", incorporated by Letters Patent, of the Province of Quebec, dated June 3, 1948, will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, June 21, 1949.

N. L. RAPPAPORT,

Attorney for ARMOR AUTOMOTIVE

25256-o DISTRIBUTORS INC.

"LABORATOIRE BIO-CHIMIQUE LTÉE"

"BIO-CHEMICAL LABORATORY LTD"

Notice is given, pursuant to the Quebec Companies Act, that the company "Laboratoire Bio-Chimique Ltée" — "Bio-Chemical Laboratory Ltd" will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, as it has ceased to carry on business and that all its property has been sold to "Laboratoire Bio-Chimique Inc." — "Bio-Chemical Laboratory Inc." and paid for by the said company under date of October 21, 1947.

Montreal, this tenth day of the month of June, nineteen hundred and forty-nine.

J. P. LANCTOT,

25257 Attorney for the applicant.

Compagnies dissoutes

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Consumers Products Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du six mars 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25236 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Finestone & Son Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept juin 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25236 L. DÉSILETS.

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Consumers Products Limited", incorporated by letters patent dated the sixth day of March, 1947.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 22nd day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25236-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Finestone & Son Inc.", incorporated by letters patent dated the seventh day of June, 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 22nd day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25236-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "J. A. Brazeau Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 juin 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25236-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "J. M. Lord et Cie Ltée"—"J. M. Lord & Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 juillet 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25236-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Juvenile Shoe Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du seize mars 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25236 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Leclerc & Houde Ltée"—"Leclerc & Houde Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 mai 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25236-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. A. Brazeau Ltée", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of June, 1947.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd of June 1949.

L. DÉSILETS,
25236 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. M. Lord et Cie Ltée"—"J. M. Lord & Co. Ltd." incorporated by letters patent, dated the twenty-fourth day of July, 1947.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25236 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Juvenile Shoe Limited", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of March, 1948.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 22nd day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25236-o Deputy Attorney General,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Leclerc & Houde Ltée"—"Leclerc & Houde Ltd." incorporated by letters patent bearing date the twenty-ninth day of May, 1947.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25236 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the com.

compagnie "Montreal Finance Corporation Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25236 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ontario Building, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept février 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25236 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Powerville Lumber Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-sept novembre 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25236 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Amalgamated Leather Companies of Canada Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-huit février 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25236 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Trinity Building, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et un janvier 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juin 1949, ladite compagnie a été dissoute.

pany "Montreal Finance Corporation Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of April 1922.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 22nd day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25236-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, Chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the Charter of the company "Ontario Building, Limited", incorporated by letters patent dated the seventh day of February, 1928.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 22nd day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25236-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Powerville Lumber Company Limited", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of November, 1934.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 22nd day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25236-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Amalgamated Leather Companies of Canada Inc.", incorporated by letters patent dated the eighteenth day of February, 1932.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 22nd day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25236-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Trinity Building, Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-first day of January, 1933.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of June, 1949, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du procureur général, ce 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25236 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General the 22nd day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25236-o Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

No. 348-49.

Québec, le 20 juin 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 juin 1949, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-l'Étang, dans le comté des Îles-de-la-Madeleine, le territoire ci-dessous décrit pour l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Cap-aux-Meules", dans le même comté.

Son territoire situé dans l'Île de Grindstone, ou Cap-aux-Meules, comprendra en référence au cadastre officiel amendé en cours de préparation pour ladite Île de Grindstone ou Cap-aux-Meules, les lots ou parties de lots renfermés dans les limites suivantes, savoir:

Partant d'un point sur la rive de la baie de Plaisance, faisant le coin nord-est du lot 316, de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; une ligne brisée limitant vers le nord les lots 316, 315 et 314 le côté ouest d'un chemin jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 313, ledit prolongement et ladite ligne nord du lot 313, la ligne séparative des lots 312 et 313 prolongée à travers un chemin, le côté sud-est dudit chemin limitant vers le nord-ouest des lots 86, 87 et 88, la ligne nord du lot 89, une ligne joignant le sommet de l'angle le plus au nord-ouest du lot 89 à un point de la ligne sud-ouest du lot 97 à une distance de 4.60 chaînes du coin nord-ouest dudit lot 97, ladite ligne sud-ouest du lot 97 jusqu'au dit coin nord-ouest dudit lot, une ligne irrégulière limitant vers le nord le lot 98-A, la ligne ouest des lots 98-A et 98, une ligne irrégulière limitant au nord le lot 100, la ligne sud-ouest du lot 100, une ligne perpendiculaire à ladite ligne sud-ouest du lot 100, partant de l'extrémité sud-est de ladite ligne, traversant un chemin et continuant dans le lot 104 sur une distance de 5.40 chaînes, une ligne dans le lot 104, allant vers le sud-est sur une distance approximative de 10.0 chaînes jusqu'à un point situé à une distance perpendiculaire de 4.60 chaînes au sud-ouest de la ligne nord-est du lot 104, une ligne parallèle à ladite ligne nord-est du lot 104, prolongée à travers le chemin séparant les lots 104 et 76, une ligne dans le lot 76 jusqu'à un point de la ligne sud dudit lot à une distance de 19.50 chaînes de son coin sud-est, une ligne dans le lot 75-7, jusqu'à son point d'intersection avec l'axe d'un ruisseau ledit axe du ruisseau jusqu'à la rive de la baie de Plaisance et enfin, cette dite rive en la suivant vers le nord-est jusqu'au point de départ.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
25237-o O. J. DESAULNIERS.

N° 486-44.

Québec, le 20 juin 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 juin 1949, de détacher de la municipalité scolaire de l'Île Bouchard dans le comté de l'Assomption les lots 783 à 808 inclusivement du

Department of Education

No. 348-49

Quebec, June 20, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 15, 1949, to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-l'Étang, in the county of the Magdalen Islands, the territory hereinunder described, to erect the same into a separate school municipality, under the name of "Cap-aux-Meules" in the same county.

Its territory situate in Grindstone Island, or Cap-aux-Meules, will comprise, with reference to the amended official cadastre now being prepared for the said Grindstone Island or Cap-aux-Meules, all the lots or parts of lots enclosed within the following limits, to wit:

Starting from a point on the shore of Plaisance Bay, forming the northeast corner of lot 316, thence, passing by the following lines and demarcations successively: a broken line bounding on the north lots 316, 315 and 314, the west side of a road up to the prolongation of the north line of lot 313, the said prolongation and the said north line of lot 313, the division line of lots 312 and 313 extended across a road, the southeast side of the said road, bounding on the northwest lots 86, 87 and 88, the north line of lot 89, a line joining the summit of the farthest northwest corner of lot 89 to a point on the southwest line of lot 97 of a distance of 4.60 chains from the northwest corner of said lot 97, the said southwest line of lot 97 up to the said northwest corner of said lot, an irregular line bounding on the north lot 98-A, the west line of lots 98-A and 98, an irregular line bounding on the north lot 100, the southwest line of lot 100, a line perpendicular to the said southwest line of lot 100, starting from the southeast extremity of said line, crossing a road and continuing into lot 104 for a distance of 5.40 chains, a line in lot 104 running southeastward an approximate distance of 10.0 chains up to a point situate at a perpendicular, distance of 4.60 chains southwest of the northeast line of lot 104, a line parallel to the said northeast line of lot 104, extended across the road separating lots 104 and 76, a line in lot 76 as far as a point on the south line of said lot at a distance of 19.50 chains from its southeast corner, a line in lot 75-7 up to its point of intersection with the axis of a stream, the said axis of the stream as far as the shore of Plaisance Bay and finally the said shore following it northeastward to the starting point.

This Order in Council took effect on the first of July, 1949.

O. J. DESAULNIERS,
25237 Superintendent of Education.

No. 486-44.

Quebec, June 20, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of June, 1949, to detach from the school municipality of Île Bouchard, in the county of l'Assomption, lots 783 to 808 inclusi-

cadastre officiel de la paroisse de Verchères et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Verchères dans le comté de Verchères.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25238-o O. J. DESAULNIERS.

N° 435-49.

Québec, le 20 juin 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 juin, 1949, de détacher de la municipalité scolaire du village de La Providence, dans le comté de St-Hyacinthe, le lot 344 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Joseph, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25239-o O. J. DESAULNIERS.

N° 404-49.

Québec, le 20 juin 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 juin 1949, de modifier les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche, dans le comté de Laviolette, de manière à ce qu'elles soient les mêmes au point de vue scolaire qu'aux points de vue municipal et religieux; le territoire de cette municipalité devant comprendre tout le canton Langelier, borné par les cantons Tourouvre, Chasseur, Mailhot, Bourgeois, Dumoulin et Payment.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25240-o O. J. DESAULNIERS.

N° 745-41

Québec, le 22 juin 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 juin 1949 d'annexer à la municipalité scolaire de St-Marcel autrefois dans le comté de Montcalm, maintenant dans le comté de Labelle les lots 6 à 13 inclusivement des rangs V et VI du canton de Péroudeau, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25241-o O. J. DESAULNIERS.

vely of the official cadastre of the parish of Verchères and to annex them to the school municipality of the village of Verchères, in the county of Verchères.

This order in council came into force on the first of July, 1949.

O. J. DESAULNIERS,
25238 Superintendent of Education.

No. 435-49.

Quebec, June 20, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of June, 1949, to detach from the school municipality of the Village of La Providence, in the county of St-Hyacinthe, lot 344 of the Official cadastre for the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, and to annex it to the school municipality of the village of St-Joseph in the same county.

This order in council came into force on the first of July, 1949.

O. J. DESAULNIERS,
25239 Superintendent of Education.

No. 404-49

Quebec, June 20, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated the 15th of June, 1949, to amend the limits of the school municipality of Rivière-Croche, in the county of Laviolette, so that they will be the same from a school viewpoint as they are from a municipal and religious viewpoint. Its territory shall therefore include the township of Langelier, bounded by the townships of Tourouvre, Chasseur, Mailhot, Bourgeois, Dumoulin and Payment.

This order in council came into force on the 1st of July, 1949.

O. J. DESAULNIERS,
25240 Superintendent of Education.

No. 745-41

Quebec, June 22, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 15th, 1949, to annex to the school municipality of St-Marcel, heretofore in the county of Montcalm, now in the county of Labelle, the lots 6 to 13 inclusively of ranges V and VI of the township Péroudeau, which are not yet organized as to schools.

This Order in Council came into force on July 1st, 1949.

O. J. DESAULNIERS,
25241 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 2358-53 annulé par erreur le 13 juin 1949, tel que publié dans la *Gazette Officielle* du 18 juin 1949, est remis en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 juin 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
25284-o Sous-ministre.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Sauveur, Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 2358-53 cancelled by mistake, as published in the *Quebec Official Gazette* on June the 18th, 1949, is put back into force again in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 28th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
25284-o Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la Province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

On demande que l'article VIII-A suivant soit ajouté audit décret:

"VIII-A. *Salariés des métiers de l'imprimerie:* Les conditions de salaires, de travail, d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements de la zone n° II et régis par le présent décret, sont les mêmes que celles déterminées dans les décrets numéro 1675 du 10 décembre 1948, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec, et numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, ou dans tout autre décret qui pourrait les remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail qui doit être de quarante-huit (48) heures par semaine."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 juillet 1949. 25281-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 515, du 12 mai 1949, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec.

Le paragraphe "b" de l'article X dudit décret sera radié et les taux de salaires minima établis au paragraphe "a" du même article, pour les apprentis des zones I et II, s'appliqueront également dans la zone III.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 juillet 1949. 25282-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, établi en exécution du décret numéro 2678, du 12 juillet 1940 et amendements, a été autorisé

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has submitted to him a request to amend the decree number 1884 of November 12, 1947, and amendments, relating to the paper box industry in the district of Montreal.

It is petitioned that the following section VIII-A be added to the said decree:

"VIII-A. *Employees of the printing trades:* The wage, working and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments of zone II and governed by the present decree are the same as those determined in the decrees number 1675 of December 10, 1948, relating to the printing trades in the district of Quebec, and number 3088 of August 7, 1946, and amendments, relating to the printing trades in the district of Montreal, or in any other decree which may replace them, with the exception, however, of the duration of working hours which shall be one of forty-eight (48) hours per week."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 2, 1949. 25281-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 515, of May 12, 1949, relating to the wrought wood industry in the district of Quebec.

Subsection "b" of section X of the said decree will be deleted and the minimum rates of wages established in subsection "a" of the same section for apprentices of zones I and II shall apply also in zone III.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 2, 1949. 25282-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Parity Committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties, formed under decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by

par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 621, du 15 juin 1949 (section "C"), le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1949 au 30 juin 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés des métiers visés par le décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon dans leur propre métier.

c) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe, pourcentage et boni.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met des formules de rapport à la disposition des employeurs professionnels. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé et adressé au comité paritaire le ou avant le 5 de chaque mois. Le comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction pour les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville, pour la période comprise entre le 1er juillet 1949 et le 30 juin 1950.

BUDGET DU COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION POUR LES COMTÉS DE SAINT-HYACINTHE, BAGOT, ROUVILLE.

Du 1er juillet 1949 au 30 juin 1950.

Recettes probables:

(Cotisations: $\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,650.00
Salariés	3,800.00
Artisans	200.00
Certificats de qualification	450.00
Divers	119.00
	\$8,219.00

Order in Council number 621, of June 15, 1949, (section "C"), pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the 1st of July 1949, to the 30th of June 1950 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees of the trades governed by the decree.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for journeymen of their own trade.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent of $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages, percentages and bonus.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms. The professional employer shall have these reports filled in and sent to the parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity and forward same to the said Committee together with his own levies.

The report of every professional employer, together with the levies, must be signed and sent to the Parity Committee on or before the 5th day of each month. The Parity Committee has the right to exact sworn reports when it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville counties for the period comprised between July 1st, 1949 and June 30th, 1950, is annexed hereto.

BUDGET OF THE BUILDING TRADE PARITY COMMITTEE OF ST. HYACINTHE, BAGOT AND ROUVILLE COUNTIES

From July 1st, 1949, to June 30th, 1950.

Probable receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$3,650.00
Employees	3,800.00
Artisans	200.00
Certificates of competency	450.00
Miscellaneous	119.00
	\$8,219.00

<i>Débourssés probables:</i>	
Loyer	\$ 300.00
Taxes, électricité, téléphone, postes..	175.00
Impressions, papeterie, accessoires de bureau	150.00
Salaires: gérant, inspecteur, secrétaire et frais d'inspections	4,264.00
Frais des délégués et officiers	1,300.00
Bureau des examinateurs	360.00
Frais judiciaires et professionnels	50.00
Vérification des livres	25.00
Ménage et entretien	110.00
Jetons de présence	800.00
Salaires: inspecteur temporaire	385.00
Divers et imprévus	300.00
	\$8,219.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 2 juillet 1949. 25258-o

<i>Probable expenses:</i>	
Rent	\$ 300.00
Taxes, telephone, electricity, and postage	175.00
Printed matters, stationary, office equipment	150.00
Salaries: manager, inspector, secretary and inspection expenses	4,264.00
Representatives' and officers' expenses	1,300.00
Board of examiners	360.00
Judicial and professional fees	50.00
Auditing	25.00
Cleaning and maintenance	110.00
Attendance fees	800.00
Temporary inspector's salary	385.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	300.00
	\$8,219.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, July 2, 1949. 25258-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'Industrie de la confection pour dames, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 2375, du 9 septembre 1937, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 621, du 15 juin 1949 (section "B"), le tout d'accord avec les dispositions de la loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet, 1949, au 30 juin 1950; ladite cotisation s'exerce de la façon suivante:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la confection pour dames assujettis au décret numéro 2375 et amendements, doivent verser au Comité conjoint de la confection pour dames, dans la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés des deux sexes (à l'exception des gérants, surintendants, contre-maîtres et employés de bureau) assujettis audit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la confection pour dames, assujettis au décret numéro 2375 et amendements, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surintendants, contre-maîtres et employés de bureau.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et faire parvenir les montants ainsi perçus audit comité paritaire en même temps que leur propre cotisation.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree number 2375 of September 9, 1937, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 621 of June 15, 1949, part "B", to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from July 1st, 1949, to June 30th, 1950, and apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers in the Ladies' Cloak and Suit Industry subject to decree number 2375 and amendments must pay to the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of salaries, bonuses and allowances paid to their employees of both sexes, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees, subject to the said decree.

b) All employees of both sexes of the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to decree number 2375 and amendments are obliged to contribute to the said Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salaries bonuses and allowances, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees.

2. Mode of Collection

The professional employer must collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit the amounts so collected to the said Parity Committee together with his own assessment.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période commençant le 1er juillet 1949, et se terminant le 30 juin 1950.

État des recettes et déboursés du comité conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames dans la Province de Québec, pour une année, du 1er juillet 1949, au 30 juin 1950.

Revenus probables:

Cotisation des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%)	\$21,500.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%)	21,500.00
Intérêt sur obligations	571.50
	\$43,571.50

Déboursés probables:

Salaires du bureau (y compris le boni de Noël)	\$11,395.00
Salaires des inspecteurs:	
3 inspecteurs	10,012.00
Inspections supplémentaires	2,000.00
Salaires de l'administration	9,520.00
	\$32,927.00

Dépenses:

Téléphone et télégraphe	\$ 300.00
Frais de déplacement	1,900.00
Loyer	1,380.00
Taxes	80.00
Papeterie et frais de poste	300.00
Impressions	400.00
Vérification	375.00
Frais légaux	1,500.00
Electricité	40.00
Billets de tramways et frais de déplacement local	200.00
Accessoires de bureau	400.00
Assurance-chômage	150.00
Assurance-garantie, dépenses diverses, enquêtes spéciales, frais de banque, jetons de présence, dépenses des inspecteurs, etc.	3,000.00
	\$10,025.00
	\$42,952.00
Surplus prévu	\$ 619.50

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 juillet 1949. 25259-0

3. Financial Report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimated statement of the receipts and expenditures of the Parity Committee for the period beginning July 1st, 1949 and ending June 30th, 1950, is hereto annexed.

Estimated Receipts and Expenditures of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry of the Province of Quebec for one year from July 1st, 1949 to June 30th, 1950.

Estimated revenues:

Professional Employers' Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$21,500.00
Employees' Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%)	21,500.00
Bond Interest	571.50
	\$43,571.50

Estimated expenditures:

Office Salaries (Including Xmas Bonus)	\$11,395.00
Inspectors' Salaries (3 inspectors)	10,012.00
Extra Inspection	2,000.00
Administration Salaries	9,520.00
	\$32,927.00

Expenditures:

Telephone & Telegraph	300.00
Travelling Expenses	1,900.00
Rent	1,380.00
Taxes	80.00
Stationery & Postage	300.00
Printing	400.00
Legal Fees	1,500.00
Audit Fees	375.00
Lights	40.00
Carfare & Local transportation	200.00
Office Equipment	400.00
Unemployment Insurance	150.00
Insurance Guarantee Bond, Miscellaneous Expenses, Special Investigations, Bank Charges, Committee Meeting Expenses, Inspectors' Expenses, etc.	3,000.00
	\$10,025.00
	\$42,952.00
Estimated Surplus	619.50

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 2, 1949. 25259-0

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que Quebec Ship Laborers' Benevolent Society a adopté

Treasury Department Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that Quebec Ship Laborers' Benevolent Society has adopted at a

à une assemblée générale spéciale de ses membres, tenue le 15 juin 1949, une résolution décrétant sa mise en liquidation volontaire en conformité des dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec (Chapitre 299, S.R. 1941), et qu'en conséquence le permis et le certificat d'enregistrement de la dite société sont annulés.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 22 juin 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
25242-26-2 Surintendant des assurances.

special general meeting of its members held on the 15th of June 1949, a resolution providing for its voluntary liquidation, pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act (Chapter 299, R.S. 1941), and that consequently the license and certificate of registry of the said society are cancelled.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, this 22nd day of June 1949.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
25242-26-2 Superintendent of Insurance.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 19 mai 1949.

Docteur Marc Arsenault, M.D., de Cap-aux-Meules, Iles-de-la-Madeleine: coroner du comté des Iles-de-la-Madeleine, district de Gaspé.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 8 juin 1949.

M. M. H. Swards, de Montréal, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.
25289-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, May 19, 1949.

Doctor Marc Arsenault, M.D., of Cap-aux-Meules, Magdalen Islands: to be joint coroner for the county of Magdalen Islands, district of Gaspé.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, June 8, 1949.

Mr. M. H. Swards, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.
25289

Proclamations

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS. { ATTENDU que, sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriétés dans la Gaspésie (12 George VI, chapitre 37) le ministre des terres et forêts a fait dresser un plan et livre de renvoi révisés pour le canton de Fox dans les districts électoraux de Gaspé-Nord et de Gaspé-Sud et que les originaux de ces plan et livre de renvoi révisés ont été déposés le 28ième jour du mois d'avril 1949, au Service du cadastre du Département des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 3 de ladite loi, une copie desdits plan et livre de renvoi révisés a, en outre, été déposée:

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS under authority of the provisions of section 2 of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area (12 George VI, chapter 37) the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared a revised plan and book of reference for the township of Fox in the electoral districts of Gaspé-North and Gaspé-South and that the originals of said revised plan and book of reference were, on the 28th day of the month of April, 1949, filed in the Cadastral Branch of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 3 of the said Act, a copy of said revised plan and book of reference was, moreover, filed:

a) le 30ième jour d'avril 1949, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, dont le canton de Fox fait partie;

b) le 2ième jour de mai 1949, au bureau du secrétaire-trésoriers de la corporation municipale locale du canton de Fox ayant juridiction sur le territoire compris dans ledit canton de Fox;

c) le 2ième jour du moi de mai 1949, au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de l'Anse-aux-Griffons, ayant juridiction sur une partie du territoire compris dans le dit canton de Fox;

d) le 2ième jour du moi de mai 1949, au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la Rivière-au-Renard, ayant juridiction sur une partie du territoire compris dans le dit canton de Fox.

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue par l'article 4 de ladite loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans les arrêtés en conseil numéro 558 du 19 mai dernier et numéro 582 du 8 juin courant, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons l'application au canton de Fox, dans les districts électoraux de Gaspé-Nord et de Gaspé-Sud, des dispositions de la Loi relative aux titres de propriétés dans la Gaspésie (12 George VI, chapitre 37) et la publication de la présente proclamation:

a) fixant au 30ième jour du mois de juin 1949, la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés pour le dit canton de Fox;

b) indiquant que ces plan et livre de renvoi révisés ont été déposés au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé et aux bureaux des secrétaires-trésoriers des corporations municipales locales de la paroisse de St-Maurice, de l'Anse-aux-Griffons et de la Rivière-au-Renard;

c) informant le public que, pendant les douze mois qui suivent la deuxième et dernière publication de cette proclamation, dans la *Gazette officielle de Québec*, tout intéressé peut consulter gratuitement les dits plan et livre de renvoi révisés;

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble dans le canton de Fox, avec ou sans titre, même s'il n'est que simple administrateur ou simple exploitant;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans le dit canton de Fox pour lequel des plan et livre de renvoi révisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons faire rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

a) on the 30th day of April, 1949, in the office of the registration division of Gaspé, at Percé, of which the township of Fox forms a part;

b) on the 2nd day of May, 1949, in the office of the Secretary-Treasurer of the local municipal corporation of the township of Fox having jurisdiction over the territory comprised in the said township of Fox;

c) on the 2nd day of the month of May, 1949, at the office of the Secretary-Treasurer of the municipal corporation of l'Anse-aux-Griffons, having jurisdiction over a part of the territory comprised in the said township of Fox;

d) on the 2nd day of the month of May, 1949, at the office of the Secretary-Treasurer of the municipal corporation of Rivière-au-Renard, having jurisdiction over a part of the territory comprised in the said township of Fox;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation as set forth by section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in the orders in council No. 558 of the 19th of May last and No. 582 of the 8th of June instant, We have enacted and ordered and do hereby enact and order the application to the township of Fox, in the electoral districts of Gaspé-North and Gaspé-South, of the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area (12 George VI, chapter 37) and the publication of the present proclamation:

a) fixing to the 30th day of the month of June, 1949, the date of the coming into force of the revised plan and book of reference for the said township of Fox;

b) stating that the said revised plan and book of reference were filed in the office of the Registrar of the Registration Division of Gaspé, at Percé, and in the offices of the secretary-treasurers of the local municipal corporations of the parish of St-Maurice, of l'Anse-aux-Griffons and of Rivière-au-Renard;

c) informing the public that during the twelve months following the second and last publication of the present proclamation, in the *Quebec Official Gazette*, any interested party may consult the said revised plan and book of reference, without charge;

d) giving notice that, at the expiration of the said delay and unless there be written opposition from an interested party, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable in the Township of Fox, with or without titles even though he be only an administrator or mere operator;

e) ordering that any real right affecting a lot comprised in the said township of Fox for which a revised plan and book of reference have been filed, be renewed within the same delay in the manner prescribed in articles 2172 and 2172A of the Civil Code;

f) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights shall be regularly registered.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
25225-25-2-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire soit détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine et annexé à la municipalité du village de Sainte-Madeleine, dans le comté de St-Hyacinthe;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies et qu'il restera après cette annexion, à la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 19 mai 1949, portant le N° 545, et conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire, situé dans la seigneurie de Rouville, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Madeleine, les lots 48, 49, 135 et une partie des lots 136 et 137 et dont les limites se décrivent comme suit; à savoir: partant du sommet de l'angle est du lot 135; de là, passant par les lignes suivantes en continuité les unes des autres: la ligne sud-est du lot 135 prolongée à travers le chemin Saint-Simon (Les Soixante), la ligne sud-est du lot 49, la ligne sud-ouest du rang Saint-Simon-Sud limitant au sud-ouest les lots 49 et 48, la ligne nord-ouest du lot 48, le côté sud-ouest du chemin Saint-Simon jusqu'au prolongement de la ligne sud-est d'un emplacement établie sur une longueur d'un arpent suivant une parallèle à la ligne séparative des lots 136 et 137 à un arpent au sud-est d'icelle; la ligne nord-est du dit emplacement suivant une parallèle au chemin Saint-Simon jusqu'à la ligne séparative des lots 136 et 137, cette dernière ligne prolongée jusqu'au côté nord du droit de voie du chemin de fer Grand-Tronc, le dit côté nord du dit chemin de fer jusqu'à la ligne séparative des lots 137 et 139, cette dite ligne séparative des lots 137 et 139 et enfin la ligne nord-est du rang Saint-Simon-Nord limitant au nord-est

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our Said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twentieth day of June, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
25225-25-2-o Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General

{ WHEREAS a petition has been presented to us requesting that a certain territory be detached from the municipality of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, and annexed to the municipality of the village of Sainte-Madeleine, in the county of St-Hyacinthe;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled, and that there shall remain, after such annexation, to the Municipality of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 19th of May, 1949, bearing No. 545, and pursuant to the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the seigniorie of Rouville, comprising with reference to the official cadastre for the parish of Sainte-Madeleine, lots 48, 49, 135 and a part of lots 136 and 137, the limits whereof are described as follows; to wit: starting from the summit of the eastern angle of lot 135; thence passing through the following lines successively: the southeast line of lot 135 prolonged across the Saint-Simon road (Les Soixante) the southeast line of lot 49, the southwest line of range Saint-Simon-Sud, limiting on the southwest lots 49 and 48, the northwest line of lot 48, the southwest side of the Saint Simon road up to the prolongation of the southeast line of an emplacement, the said prolongation and the said southeast line of an emplacement established over a length of one arpent following a parallel to the division line of lots 136 and 137 at one arpent southeast thereof; the northeast line of said emplacement following a parallel to the Saint-Simon road up to the division line of lots 136 and 137, this latter line extended as far as the north side of the right of way of the Grand Trunk Railway, the said north side of the said railway up to the division line of lots 137 and 139, this said division line of lots 137 and 139 and finally the northeast line of

les lots 137, 136 et 135 jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine et annexé à la municipalité du village de Sainte-Madeleine, dans le comté de St-Hyacinthe, telle annexion devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de la présente dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHESI.

25234-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête nous a été présentée demandant qu'un certain territoire

de la municipalité de la paroisse de Saint-Placide soit détaché et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Saint-Placide", dans le comté des Deux-Montagnes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la Loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette érection, à la municipalité de la paroisse de Saint-Placide, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans le décret N° 408, du 21 avril 1949, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Placide, comprenant, en référence au cadastre officiel de

range Saint-Simon-Nord limiting on the north-east lots 137, 136 and 135 up to the starting point; the said territory, together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, or parts of same, comprised within the above described limits, to be detached from the municipality of the parish of Sainte-Marie Madeleine and annexed to the municipality of the village of Sainte-Madeleine, in the county of St-Hyacinthe, such annexation to take effect as from the 1st of January following the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of June, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

25234

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the municipality of the parish of Saint-Placide be detached and erected into a separate municipality, under the name of the "Municipality of the Village of Saint-Placide", in the county of Two Mountains;

WHEREAS all the formalities required by Law have been fulfilled, and that there will remain, after such erection, to the municipality of the parish of Saint-Placide, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in the order No. 408, of the 21st of April, 1949, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory, actually forming part of the municipality of the parish of Saint-Placide, comprising, with reference to the official cadastre

la paroisse de Saint-Placide, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions, présentes et à venir, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: au nord-ouest la ligne nord-ouest du lot 95 sur une longueur de 1696 pieds anglais depuis la rive du lac des Deux-Montagnes en allant vers le nord-est; au sud-est, la ligne sud-est du lot 29 sur une longueur de 1439 pieds anglais depuis la rive du lac des Deux-Montagnes en allant vers le nord-est; au nord-est, une ligne joignant les extrémités nord-est des limites nord-ouest et sud-est précitées et traversant les lots 29, 38, 40, 90, 91 et 95; au sud, la partie de la rive du lac des Deux-Montagnes comprise entre les mêmes limites nord-ouest et sud-est précitées; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau, ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites avec, en plus, les quais portant les numéros 68 et 70 et toute construction de quelque nature que ce soit qui pourront se faire dans le lac des Deux-Montagnes à proximité de ladite rive en front dudit territoire, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Placide et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Saint-Placide", dans le comté des Deux-Montagnes, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

25235-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,
L. DÉSILETS.

ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec

a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320 et de l'article 2167 du Code civil de Notre pro-

of the parish of Saint-Placide, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, enclosed within the following limits, namely: on the northwest the northwest line of lot 95 for a length of 1696 feet, English measure, from the shore of the Lake of Two Mountains running northeastward; on the southeast, the southeast line of lot 29 for a length of 1439 feet, English measure, from the shore of the Lake of Two Mountains running northeastward; on the northeast, a line joining the northeastern extremities of the northwest and southeast limits aforesaid and crossing lots 29, 38, 40, 90, 91 and 95; on the south, the part of the shore of the Lake of Two Mountains comprised within the same northwest and southeast limits aforesaid; the said territory, together with the roads, streets, lanes, watercourses or parts of same, comprised within the limits above described, with, moreover, the wharves bearing Nos. 68 and 70 and any building of any nature whatsoever which may be made in the Lake of Two Mountains near the said shore in front of the said territory, to be detached from the municipality of the parish of Saint-Placide and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Saint-Placide", in the county of Two Mountains, such erection to take effect as from the 1st of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

25235

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared

under his direction in conformity with section 2 of the Cadastre Act (Revised Statutes 1941, chapter 320 and Article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec) the plans and books

vince de Québec) les plans et les livres de renvoi officiels mentionnés ci-dessous, lesquels font maintenant partie des archives du Département des terres et forêts, savoir:

a) Division d'enregistrement de Maskinongé:

Un plan et un livre de renvoi officiels de la partie du canton de Chapleau, dans la division d'enregistrement de Maskinongé, comprenant tous les lots des rangs A, B, C, D, L Nord-Est, II Sud-Ouest, II Nord-Est, V Sud-Ouest, V Nord-Est, ainsi que les îles Nos 1 à 42 inclusivement.

Des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Maskinongé à Louiseville.

b) Division d'enregistrement de Lac Saint-Jean Ouest:

Un plan et un livre de renvoi officiels de la partie du canton de Beaudet, dans la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean Ouest, comprenant tous les lots des rangs I, II, III, IV et V.

Des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean Ouest, à Roberval.

c) Division d'enregistrement de Labelle:

Un plan et un livre de renvoi officiels d'une partie du canton de Moreau, dans la division d'enregistrement de Labelle, comprenant tous les lots des rangs V, VI, VII, VIII et Nord-Ouest de la Rivière Kiamika.

Un plan et un livre de renvoi officiels d'une partie du canton de Lynch, dans la division d'enregistrement de Labelle, comprenant tous les lots des rangs I à II inclusivement, ainsi que les îles du Lac Chaud Supérieur et du Lac Brochet.

Un plan et un livre de renvoi officiels d'une partie du canton de Péroudeau, dans la division d'enregistrement de Labelle, comprenant tous les lots des rangs I, II, III, IV et les lots 1 à 13 des rangs V et VI.

Un plan et un livre de renvoi officiels du canton de Rochon, dans la division d'enregistrement de Labelle, comprenant tous les lots dudit canton.

Des copies exactes de ces plans et livres de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Labelle à Mont-Laurier.

d) Division d'enregistrement de Saguenay:

Un plan et un livre de renvoi officiels d'une partie du canton de Brest, dans la division d'enregistrement de Saguenay, comprenant les lots 1 à 29 inclusivement, Ouest de la Rivière Blanc-Sablon; les lots, 1 à 37 inclusivement, Est de la Rivière Blanc-Sablon et les lots 40 à 57 inclusivement, village de Notre-Dame-de-Lourdes.

Un plan et un livre de renvoi officiels d'une partie du canton de Sagard, dans la division d'enregistrement de Saguenay, comprenant les lots des rangs I, II et III ainsi que le Bloc A.

Des copies exactes de ces plans et livres de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay à Tadoussac.

e) Division d'enregistrement de Montcalm:

Un plan et un livre de renvoi officiels d'une partie du canton de Lynch, dans la division d'enregistrement de Montcalm, comprenant tous les lots des rangs VIII et IX, ainsi que les îles du Lac Chaud.

Des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm à Sainte-Julienne.

of reference mentioned below, which now form part of the archives of the Department of Lands and Forests, to wit:

a) Registration Division of Maskinongé:

An official plan and book of reference for that part of the township of Chapleau, in the Registration Division of Maskinongé, comprising all the lots of ranges A, B, C, D, Northeast I, Southwest II, Northeast II, Southwest V, Northeast V, and also the islands Nos. 1 to 42 inclusively.

Exact copies of the said official plan and book of reference have been filed in the office of the Registration Division of Maskinongé at Louiseville.

b) Registration Division of Lake St. John West:

An official plan and book of reference for that part of the township of Beaudet, in the Registration Division of Lake St. John West, comprising all the lots of ranges I, II, III, IV and V.

Exact copies of the said official plan and book of reference have been filed in the Office of the Registration Division of Lake St. John West, at Roberval.

c) Registration Division of Labelle:

An official plan and book of reference for that part of the township of Moreau, in the Registration Division of Labelle, comprising all the lots of ranges V, VI, VII, VIII and Northwest of the Kiamika River.

An official plan and book of reference for a part of the township of Lynch, in the Registration Division of Labelle, comprising all the lots of ranges I to II inclusively, and also the Islands of "Lac Chaud Supérieur" and of Lake Brochet.

An official plan and book of reference for a part of the township of Péroudeau, in the Registration Division of Labelle, comprising all the lots of ranges I, II, III, IV and lots 1 to 13 of ranges V and VI.

An official plan and book of reference for the township of Rochon, in the Registration Division of Labelle, comprising all the lots of the said township.

Exact copies of the said official plans and books of reference have been filed in the office of the Registration Division of Labelle, at Mont-Laurier.

d) Registration Division of the Saguenay:

An official plan and book of reference for a part of the township of Brest, in the Registration Division of Saguenay, comprising lots 1 to 29 inclusively, West of the "Blanc-Sablon" River; lots 1 to 37 inclusively, East of the "Blanc-Sablon" River and lots 40 to 57 inclusively, Village of Notre-Dame-de-Lourdes.

An official plan and book of reference for a part of the township of Sagard, in the Registration Division of Saguenay, comprising the lots of ranges I, II and III and also Block A.

Exact copies of the said official plans and books of reference have been filed in the office of the Registration Division of Saguenay, at Tadoussac.

e) Registration Division of Montcalm:

An official plan and book of reference of a part of the township of Lynch, in the Registration Division of Montcalm, comprising all the lots of ranges VIII and IX, and also the Islands of Lac Chaud.

Exact copies of said official plan and book of reference have been filed in the office of the Registration Division of Montcalm, at Sainte-Julienne.

f) Division d'enregistrement de Joliette:

Un plan et un livre de renvoi officiels d'une partie du canton de Gouin, dans la division d'enregistrement de Joliette, comprenant les lots 1 à 24 inclusivement, rang IV; 1 à 32 inclusivement, rang V; tous les lots des rangs VI et VII, ainsi que les Îles Nos 1, 2, 3, 4.

Des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Joliette à Joliette.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 31 mars 1949, portant le numéro 348,

Nous donnons avis du dépôt, dans les bureaux des divisions d'enregistrement de Maskinongé, de Lac Saint-Jean Ouest, de Labelle, de Saguenay, de Montcalm et de Joliette, des plans et livres de renvoi officiels concernant des cantons ou des parties de cantons situés dans telles divisions d'enregistrement, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement aux cantons, et aux parties de cantons mentionnées ci-dessus;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, cet enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites par l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé: Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

25290-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

f) Registration Division of Joliette:

An official plan and book of reference for a part of the township of Gouin, in the Registration Division of Joliette, comprising lots 1 to 24 inclusively, range IV; 1 to 32 inclusively, range V; all the lots of ranges VI and VII, and also the Islands Nos. 1, 2, 3, 4.

Exact copies of said official plan and book of reference have been filed in the office of the Registration Division of Joliette, at Joliette.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated the 31st day of March, 1949, bearing No. 348,

We give notice of the filing, in the offices of the Registration Divisions of Maskinongé, Lake St. John West, Labelle, Saguenay, Montcalm and Joliette, of the official plans and books of reference concerning the townships or parts of the townships situate in the said Registration Divisions, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting the townships and the parts of the townships above mentioned;

We invite all interested parties on pain of forfeiture of the priority provided by the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, and to renew within two years following the date hereinabove fixed, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-third day of June in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

25290 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront
ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS,

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section 2 du chapitre 308 des Statuts refondus de Québec 1941 (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de St-Germain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 21 octobre 1948, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Sainte-Paule, dans le diocèse de Rimouski;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 15 juin 1949, portant le N° 625, Nous avons confirmé établi, et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Sainte-Paule, comme suit, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Matane comprenant, en référence au cadastre officiel du dit canon, tous les lots et leurs subdivisions présentes et à venir renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparant le canton de Matane de la seigneurie du Lac-Matapédia avec la ligne séparative des cantons de Matane et de MacNider; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne séparative des cantons de Matane et de MacNider sur la profondeur des rangs XI, X et IX; de là, alternativement vers le nord-est et le sud-est, les lignes séparatives des rangs VIII et IX, des lots 39 et 40 rang IX, des rangs IX et X, des lots 29 et 30 rang X, des rangs X et XI, et des lots 8 et 9 de chacun des rangs XI, XII, XIII et XIV; de là, la ligne séparative des cantons de Matane et de Langis jusqu'à la seigneurie du Lac Matapédia et enfin, une ligne brisée séparant le canton de Matane de la seigneurie du Lac-Matapédia jusqu'au point de départ; lequel territoire sera, quant à sa partie située dans les rangs IX et X, détaché de la paroisse de Saint-Léandre et sera en entier érigé pour les fins civiles, sous le nom de "paroisse de Sainte-Paule", dans le diocèse de Rimouski.

Et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de Sainte-Paule, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General

WHEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941 (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Saint-Germain-de-Rimouski, in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities has, under authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 21st day of October, 1948, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of Sainte Paule, in the diocese of Rimouski;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 15th of June, 1949, bearing No. 625, We have confirmed, established and acknowledged, and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of "Sainte-Paule", as follows, to wit:

A territory situate in the township of Matane, comprising with reference to the official cadastre for the said township, all the lots and their present and future subdivisions enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection of the line separating the township of Matane from the Seigniorship of Lac-Matapédia with the division line of the townships Matane and MacNider; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said division line of the townships Matane and MacNider on the depth of ranges XI, X and IX; thence, alternately northeastward and southeastward, the division lines of ranges VIII and IX, of lots 39 and 40 of range IX, ranges IX and X, of lots 29 and 30 range X, of ranges X and XI, and of lots 8 and 9 of each of ranges XI, XII, XIII and XIV; thence, the division line of the townships Matane and Langis up to the Seigniorship of Lac-Matapédia and finally, a broken line separating the township of Matane from the Seigniorship of Lac-Matapédia as far as the starting point; the said territory to be, as to its part situate in ranges IX and X, detached from the parish of Saint-Léandre and to be in entirety erected for civil purposes, under the name of "Parish of Sainte-Paule", in the diocese of Rimouski.

AND WE have ordered and declared and do hereby order and declare that the parish of Sainte-Paule, described above, will be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great

le grand sceau de Notre province de Québec;

Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinziesme jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine, and the thirteenth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

25279-o

25279

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS. { ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section 2 du chapitre 308 des Statuts refondus de Québec 1941 (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain d'Amos, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 11 juin 1948, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima, dans le diocèse d'Amos;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 15 juin 1949, portant le n° 627, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima, comme suit, savoir:

Un territoire situé en partie dans le canton de Dubuisson et en partie dans le canton de Bourlamaque, comprenant, en référence au cadastre officiel pour chacun des dits cantons tous les lots renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du coin commun aux cantons de Bourlamaque, Sabourin, Laubanie et Dubuisson; de là passant par les lignes et démarcations suivantes et en continuité les unes des autres: la ligne séparative des cantons de Dubuisson et de Sabourin jusqu'à la rive est du lac Lemoine; cette dite rive et la rive sud du lac de Montigny

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

{ WHEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Amos in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities has, under authority of the said Statute, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 11th day of June, 1948, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima, in the diocese of Amos;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 15th day of June, 1949 bearing No. 627, We have confirmed, established and acknowledged, and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima, as follows, to wit:

A territory situate partly in the township of Dubuisson and partly in the township of Bourlamaque, comprising, with reference to the official cadastre for each of the said townships, all the lots enclosed within the following limits, to wit: Starting from the common corner of the townships of Bourlamaque, Sabourin, Laubanie and Dubuisson; thence passing by the following lines and demarcations successively: the division line of the townships Dubuisson and Sabourin up to the east shore of Lake Lemoine; the said shore and the south shore of Lake de Montigny

jusqu'à la ligne séparative des lots 43 et 44 du rang IX du canton de Dubuison; cette dernière ligne et la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton de Dubuison jusqu'à la ligne séparative des cantons de Dubuison et de Bourlamaque dans la ville de Val d'Or; de là, dans le canton de Bourlamaque et dans la ville de Val d'Or, la ligne séparative des cantons de Dubuison et de Bourlamaque jusqu'à l'axe du boulevard Bourlamaque; le dit axe jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot de subdivision 14-215; le dit prolongement, la dite ligne et son prolongement jusqu'à l'axe de la 6ième rue; de là, alternativement vers le sud-ouest, le sud-est et le sud-ouest l'axe de la 6ième rue, l'axe de la 3ième avenue et l'axe de la 7ième rue jusqu'à la ligne séparative des cantons de Bourlamaque et de Dubuison et enfin la dite ligne séparative des cantons de Bourlamaque et de Dubuison jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau, ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera érigé, pour les fins civiles, sous le nom de paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima, dans le diocèse d'Amos.

ET NOUS avons ordonné et déclaré et par les présentes ordonnons et déclarons, que la paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzisième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

25291-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la Foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément au paragraphe 1a de l'article 3 de la Loi 21 George V, c. 104, un plan et un livre de renvoi révisés relativement à la partie des pa-

as far as the division line of lots 43 and 44 of range IX of the township Dubuison; this latter line and the division line of ranges VIII and IX of the township Dubuison up to the division line of the townships Dubuison and Bourlamaque in the Town of Val d'Or; thence, in the township of Bourlamaque and in the Town of Val d'Or, the division line of the townships Dubuison and Bourlamaque up to the axis of Boulevard Bourlamaque; the said axis as far as the prolongation of the north line of subdivision lot 14-215; the said prolongation, the said line and its prolongation as far as the axis of 6th Street; thence, alternatively towards the southwest, the southeast and the southwest axis of 6th street, the axis of 3rd avenue and the axis of 7th street up to the division line of the townships of Bourlamaque and Dubuison and finally the said division line of the townships of Bourlamaque and Dubuison up to the starting point; the said territory, together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, lakes, water-courses, or parts of same, comprised within the limits above described, to be erected, for civil purposes, under the name of the Parish of Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima, in the dioceses of Amos.

AND WE have ordered and declared and do hereby order and declare, that the parish of Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima described above, will be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty nine, and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

25291 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has had prepared, under his direction in conformity with paragraph 1a of section 3 of the Act 21 George V, c. 104, a revised plan and book of reference respecting the part

roisses de St-Paul de Joliette et de Ste-Marie Salomée, comprise dans la municipalité du village de Crabtree et dans la division d'enregistrement de Joliette;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi révisés font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Joliette;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 348 du 31 mars 1949 et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil et du paragraphe 1a de l'article 3 de la Loi 21 George V, c. 104.

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi révisés mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 3, paragraphe c, de la Loi modifiant les articles 2174A et 2175 du Code civil (21 Geo. V, chapitre 104) deviendront en vigueur relativement à la partie des paroisses de St-Paul de Joliette et de Ste-Marie Salomée, comprise dans la municipalité du village de Crabtree et dans la division d'enregistrement de Joliette; et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots au plan et livre de renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
25292-o JEAN BRUCHÉSI.

of the parishes of St-Paul of Joliette and of Ste-Marie Salomée, comprised in the municipality of the Village of Crabtree and in the registration division of Joliette;

WHEREAS this revised plan and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests and that an exact copy has been filed in the office of the registration division of Joliette;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 348 of March 31st, 1949, and pursuant to the provisions of articles 2174 and 2174A of the Civil Code and of paragraph 1a of section 3 of the Act 21 George V, c. 104.

We give notice of the filing of said revised plan and book of reference hereinabove mentioned, in the office of the registration division to which they belong, same being mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present publication in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of section 3, paragraph c of the Act amending articles 2174A and 2175 of the Civil Code (21 Geo. V, chapter 104) shall come into force respecting the part of the parishes of St-Paul de Joliette and Ste-Marie Salomée, comprised in the municipality of the village of Crabtree and in the registration division of Joliette, and

We invite all interested parties on pain of forfeiture of priority provided by Law, to renew within the year following the date fixed hereinabove all hypothecs specially affecting any of the lots on the plan and in the book of reference and not including the hypothecs affecting all the subdivided land.

OF ALL OF WHICH Our Loving Subjects and all others whom these Presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-nine, and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

25292 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Siège social

Avis est donné que la compagnie "Atlantic Agencies Limited" — "Agence Atlantique Limitée", constituée en corporation par Lettres patentes en date du 14ième jour de juin 1949, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 417 de la rue Saint-Pierre.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 17ième jour de juin, 1949.

25267-o Le Président,
C. GORDON HAMILTON.

Head Office

Notice is hereby given that the company "Atlantic Agencies Limited" — "Agence Atlantique Limitée", incorporated by letters patent bearing date the 14th day of June, 1949, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 417 Saint-Pierre street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 17th day of June, 1949.

25267 GORDON C. HAMILTON,
President.

Soumissions

Province de Québec

CORPORATION DU VILLAGE DE
WEEDON-CENTRE
(COMTÉ DE WOLFE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 20 juillet 1949, pour l'achat de \$16,000 d'obligations de la corporation municipale du village de Weedon-Centre, datées du 1er juin 1949 et remboursables par séries du 1er juin 1950 au 1er juin 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Voici le tableau d'amortissement.

Tableau d'amortissement — \$16,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1950	\$ 500.00
1er juin 1951	500.00
1er juin 1952	500.00
1er juin 1953	500.00
1er juin 1954	500.00
1er juin 1955	500.00
1er juin 1956	500.00
1er juin 1957	500.00
1er juin 1958	1,000.00
1er juin 1959	1,000.00
1er juin 1960	1,000.00
1er juin 1961	1,000.00
1er juin 1962	1,000.00
1er juin 1963	1,000.00
1er juin 1964	1,000.00
1er juin 1965	1,000.00
1er juin 1966	1,000.00
1er juin 1967	1,000.00
1er juin 1968	1,000.00
1er juin 1969	1,000.00

La capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Weedon-Centre.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il effectuera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 20 juillet 1949, à 8 heures p.m. à la salle municipale de Weedon-Centre.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Weedon-Centre, ce 23 juin 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
EDGAR TARDIF.

25283-0

Tenders

Province of Quebec

CORPORATION OF THE VILLAGE OF
WEEDON-CENTRE
(COUNTY OF WOLFE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock P.M., on Wednesday July 20th, 1949, for the purchase of \$16,000 of bonds of the municipal corporation of the Village of Weedon-Centre, dated June 1st, 1949 and redeemable serially, from the 1st of June 1950 to the 1st of June 1969 inclusively, bonds bearing interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest offered may be the same for total issue or may vary according to maturities. The table of amortization is as follows:

Table of amortization — \$16,000 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1950	\$ 500.00
June 1st, 1951	500.00
June 1st, 1952	500.00
June 1st, 1953	500.00
June 1st, 1954	500.00
June 1st, 1955	500.00
June 1st, 1956	500.00
June 1st, 1957	500.00
June 1st, 1958	1,000.00
June 1st, 1959	1,000.00
June 1st, 1960	1,000.00
June 1st, 1961	1,000.00
June 1st, 1962	1,000.00
June 1st, 1963	1,000.00
June 1st, 1964	1,000.00
June 1st, 1965	1,000.00
June 1st, 1966	1,000.00
June 1st, 1967	1,000.00
June 1st, 1968	1,000.00
June 1st, 1969	1,000.00

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Weedon-Centre.

These bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the municipal council to be held at 8 o'clock P.M., on Wednesday the 20th of July, 1949, at the Municipal Hall of the village of Weedon-Centre.

The municipal council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Weedon-Centre, June 23rd, 1949.

EDGAR TARDIF,
Secretary-Treasurer.

25283-0

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE
DE BERTHIER

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi le 18 juillet 1949, pour l'achat de \$110,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de Berthier, comté de Berthier, datées du 1er juillet 1949 et remboursables par séries du 1er juillet 1950 au 1er juillet 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$110,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juillet 1950	x \$ 9,500.00
1er juillet 1951	x 10,000.00
1er juillet 1952	x 10,000.00
1er juillet 1953	x 10,500.00
1er juillet 1954	x 11,000.00
1er juillet 1955	x 11,500.00
1er juillet 1956	x 11,500.00
1er juillet 1957	x 12,000.00
1er juillet 1958	3,000.00
1er juillet 1959	3,000.00
1er juillet 1960	3,500.00
1er juillet 1961	3,500.00
1er juillet 1962	3,500.00
1er juillet 1963	3,500.00
1er juillet 1964	4,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$75,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$9,375 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus, sur les obligations au moment de leur livraison.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Berthierville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Berthier devant être tenue lundi le 18 juillet 1949 à 8.30 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, 93 rue de Frontenac, Berthierville.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-A. DE GRANPRÉ.

25266-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE DANVILLE (Dissidente)
(COMTÉ DE RICHMOND)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumis-

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN
OF BERTHIER

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8.30 o'clock p.m., on Monday, the 18th of July, 1949, for the purchase of \$110,000 of bonds of the school commission of the town of Berthier, county of Berthier, dated July 1st, 1949, and redeemable serially from the 1st of July, 1950, to the 1st of July 1964, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of July and 1st of January of each year. The rate of interest offered may be the same for the whole issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$110,000 — 15 years

Year	Capital
July 1st, 1950	x \$ 9,500.00
July 1st, 1951	x 10,000.00
July 1st, 1952	x 10,000.00
July 1st, 1953	x 10,500.00
July 1st, 1954	x 11,000.00
July 1st, 1955	x 11,500.00
July 1st, 1956	x 11,500.00
July 1st, 1957	x 12,000.00
July 1st, 1958	3,000.00
July 1st, 1959	3,000.00
July 1st, 1960	3,500.00
July 1st, 1961	3,500.00
July 1st, 1962	3,500.00
July 1st, 1963	3,500.00
July 1st, 1964	4,000.00

The letter x indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$75,000, granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$9,375 each, shall be received and applied to the service of said loan.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec, or at Berthierville.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par in whole or in part on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners for the school municipality of the town of Berthier, to be held on Monday, July 18, 1949, at 8.30 o'clock p.m., at the office of the Secretary Treasurer, 93 Frontenac Street, Berthierville.

L. A. DE GRANPRÉ,
Secretary-Treasurer.

25266

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF DANVILLE (Dissentient)
(COUNTY OF RICHMOND)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will

sions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi le 18 juillet 1949, au bureau du secrétaire-trésorier, M. Maurice Lussier, 100 rue du Dépot, Danville, pour l'achat de \$49,000 d'obligations de la commission scolaire dissidente de Danville, datées du 1er juin 1949 et remboursables par séries du 1er juin 1950 au 1er juin 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas $3\frac{1}{2}\%$ par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Voici le tableau d'amortissement:

Tableau d'amortissement — \$49,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1950	x\$8,500.00
1er juin 1951	x 9,000.00
1er juin 1952	\$ 9,000.00
1er juin 1953	500.00
1er juin 1954	500.00
1er juin 1955	500.00
1er juin 1956	1,000.00
1er juin 1957	1,000.00
1er juin 1958	1,000.00
1er juin 1959	1,000.00
1er juin 1960	1,000.00
1er juin 1961	1,000.00
1er juin 1962	1,000.00
1er juin 1963	1,000.00
1er juin 1964	13,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$26,307 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$8,769 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, fait à l'ordre de la commission scolaire dissidente de Danville et égal à 1% du montant total de l'emprunt et devant spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Le capital et les intérêts sont payable à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Danville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire dissidente de Danville qui sera tenue lundi le 18 juillet 1949, à 7.30 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, M. Maurice Lussier, à 100 rue du Dépot, Danville.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Danville, comté de Richmond, ce 28 juin 1949.

25285-o Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE LUSSIER.

be received by the undersigned up to 7.30 o'clock P.M., Monday the 18th day of July, 1949, at the office of the Secretary-Treasurer, Mr. Maurice Lussier, 100 Station Street (rue du Dépot), Danville, for the purchase of \$49,000 of bonds of the dissentient school commission of Danville, dated the 1st of June, 1949 and redeemable serially from the 1st of June, 1950 to the 1st of June, 1964, inclusively, with interest at a rate not exceeding $3\frac{1}{2}\%$ per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st December of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$49,000 — 15 years

Year	Capital
1st June, 1950.	x\$8,500.00
1st June, 1951.	x 9,000.00
1st June, 1952.	x 9,000.00
1st June, 1953.	500.00
1st June, 1954.	500.00
1st June, 1955.	500.00
1st June, 1956.	1,000.00
1st June, 1957.	1,000.00
1st June, 1958.	1,000.00
1st June, 1959.	1,000.00
1st June, 1960.	1,000.00
1st June, 1961.	1,000.00
1st June, 1962.	1,000.00
1st June, 1963.	1,000.00
1st June, 1964.	13,000.00

The letter x indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$26,307 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$8,769 each, will be received and applied to the use of this loan.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, made to the order of the dissentient school commission of Danville and equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Danville.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the dissentient school commission of Danville, to be held on Monday the 18th day of July, 1949, at 7.30 o'clock in the evening at the office of the Secretary-Treasurer, Mr. Maurice Lussier, at 100 Station Street (rue du Dépot), Danville.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Danville, County of Richmond, June 28, 1949.

25285 MAURICE LUSSIER,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE LAPRAIRIE
(COMTÉ DE LAPRAIRIE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 18 juillet 1949, pour l'achat de \$64,000 d'obligations de la ville de Laprairie datées du 1er mai 1949 et remboursables par séries du 1er mai 1950 au 1er mai 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Voici le tableau d'amortissement:

Tableau d'amortissement — \$64,000 — 15 ans

Année	Capital
1er mai 1950	\$ 1,500.00
1er mai 1951	1,500.00
1er mai 1952	1,500.00
1er mai 1953	1,500.00
1er mai 1954	2,000.00
1er mai 1955	2,000.00
1er mai 1956	2,000.00
1er mai 1957	2,000.00
1er mai 1958	2,000.00
1er mai 1959	2,000.00
1er mai 1960	2,000.00
1er mai 1961	2,000.00
1er mai 1962	2,000.00
1er mai 1963	2,000.00
1er mai 1964	38,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Laprairie.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance ordinaire du conseil qui sera tenue le 18 juillet 1949, à 8 heures p.m. en la salle de la Société Littéraire de la ville de Laprairie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laprairie, comté de Laprairie, ce 28 juin 1949

25286-0

Le Secrétaire-trésorier,
LEOPOLD PELADEAU.

Province of Quebec

TOWN OF LAPRAIRIE
(COUNTY OF LAPRAIRIE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock in the evening, Monday, the 18th day of July, 1949, for the purchase of \$64,000 of bonds of the Town of Laprairie, dated the 1st of May, 1949, and redeemable serially from the 1st of May, 1950 to the 1st of May, 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$64,000 — 15 years

Year	Capital
May 1st, 1950	\$ 1,500.00
May 1st, 1951	1,500.00
May 1st, 1952	1,500.00
May 1st, 1953	1,500.00
May 1st, 1954	2,000.00
May 1st, 1955	2,000.00
May 1st, 1956	2,000.00
May 1st, 1957	2,000.00
May 1st, 1958	2,000.00
May 1st, 1959	2,000.00
May 1st, 1960	2,000.00
May 1st, 1961	2,000.00
May 1st, 1962	2,000.00
May 1st, 1963	2,000.00
May 1st, 1964	38,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Laprairie.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at an ordinary meeting of the council to be held on the 18th of July, 1949, at 8 o'clock in the evening, in the Hall of the "Société Littéraire" of the Town of Laprairie.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Laprairie, county of Laprairie, June 28, 1949.

25286

LEOPOLD PELADEAU,
Secretary-Treasurer.

Vente par licitations

Canada, province de Québec, district de Montréal, N° 262287, cour supérieure.

ADELARD TREMBLAY, demandeur vs ROMÉO TREMBLAY & Al, défendeurs.

Sale by Licitations

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 262287, superior court.

ADELARD TREMBLAY, plaintiff, vs ROMÉO TREMBLAY & Al, defendants.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal le 19 mai 1949, dans une cause dans laquelle Adélard Tremblay, boucher, domicilié et résidant en les Cité et district de Montréal, est demandeur et Roméo Tremblay, résidant au N° 3967 Blvd. Lasalle, en la Cité de Verdun, district de Montréal et Adrien Tremblay, résidant au N° 3959 rue Edna en la Cité de Verdun, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation et la vente en bloc comme une seule exploitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

"Un emplacement formé de deux lots de terre situé en la Cité de Verdun, connus et désignés sous les numéros onze et douze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-11 & 12) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la Paroisse de Montréal, mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 3963 à 3969 du Boulevard Lasalle, et 3959 rue Edna, Verdun."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 21^{ème} jour de juillet prochain, cour tenante dans la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrit, elles seront forcloses du droit de le faire.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre d'une consignation de \$3,000.00.

Montréal, le 13 juin 1949.

Le Procureur du demandeur,
25175-24-2-o EMILIE BRAIS.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal in the district of Montreal, on the 19th of May 1949, in a cause in which Adélard Tremblay, butcher, domiciled and residing in the City and district of Montreal, is plaintiff, and Roméo Tremblay, residing at No. 3967 Blvd. Lasalle, in the city of Verdun, district of Montreal, and Adrien Tremblay, residing at No. 3959 Edna Street, in the city of Verdun, district of Montreal are defendants, ordering the licitation and the sale as a whole of certain immovables described as follows, to wit:

"Two lots of land situated in the City of Verdun, known and designated as numbers Eleven and Twelve of the official subdivision of lot no. three thousand four hundred and five (3405-11 & 12) on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, each measuring twenty-five feet wide by ninety feet in depth english measured, more or less, will all the buildings thereon erected bearing nos. 3963 to 3969 Lasalle Blvd. and 3959 Edna St., Verdun."

the property above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder on the 21st of July 1949, sitting the Court, in the court room no. 31 of the Court house in Montreal subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Every bidder must, with his offer, deposit a sum of \$3,000.00.

Montréal, June 13, 1949.

EMILIE BRAIS.
25175-24-2-o Attorney for plaintiff.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT (JUILLET 1949)
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW (JULY 1949)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Desrochers.....	André.....	21	Montréal.....	Université de Montréal.
2.— Dubois.....	René.....	20	Montréal.....	Université de Montréal.
3.— Gélinas.....	Philippe.....	20	Outremont.....	Université de Montréal.
4.— Paquette.....	Adrien.....	20	Montréal.....	Université de Montréal.
5.— Salmon.....	Frieda.....	30	Montréal.....	Université McGill.

Montréal, le 21 juin 1949. — June 21, 1949.

Le Secrétaire,

MAURICE FAUTEUX,

25171-25-2-o

Secretary.

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT (JUILLET 1949)

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW (JULY 1949)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.— ^a Lessard	Jacques	28	Montréal.
2.— ^a Morel	François	24	Montréal.
3.— ^a Salmon	Frieda	30	Montréal.
4.— ^a Chevalier	Maurice	23	Montréal.

Montréal, le 21 juin 1949.— June 21, 1949.

25172-25-2-o

Le Secrétaire,
MAURICE FAUTEUX,
Secretary.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Cliche, ...	Chs-Henri, ...	20	St-Joseph de Beauce	Séminaire de Québec. Collège de Lévis.

Québec, 21 juin 1949 — Quebec, June 21, 1949.

25173-25-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Université University
Duval, ...	Robert, ...	22	Collège Mont-Laurier.

Hull, 25 juin 1949.— Hull, June 25, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
A. LABELLE,
Secretary of the Bar of Hull.

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Maltais	Philippe	27	Aylmer.
Laurier, ...	Henri-Wilfrid, ...	27	Ottawa.
Couture, ...	Jean-Claude, ...	25	Hull.
Beauchamp, ...	Clément	25	Ottawa.

Hull, 25 juin 1949.— Hull, June 25, 1949.

25286-26-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
A. LABELLE
Secretary of the Bar of Hull.

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT (JUILLET 1949)
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW (JULY 1949)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Blain	Yvon	21	Montréal	Collège André-Grasset.
Blais	Jean-Charles	17	"	Collège Ste-Marie.
Chénier	Gérard	21	"	Collège André-Grasset.
Dulude	Robert	22	"	Collège de St-Jean.
Durnford	J. W.	20	"	Université McGill.
Galipeau	Jules	20	Chambly-Bassin ..	Collège Brébeuf.
Picard	Gilbert	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
Robinson	J. J.	20	"	Harvard College.
Vallerand	Claude	16	Outremont	Collège Stanislas.
Wilhelmy	François	23	Montréal	Collège Ste-Marie.

Montréal, le 28 juin 1949.— June 28, 1949.

Le Secrétaire,
MAURICE FAUTEUX,
Secretary.

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT (JUILLET 1949)
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW (JULY 1949)

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Pouliot	Georges	26	Montréal.

Montréal, le 28 juin 1949.— June 28, 1949.

Le Secrétaire,
MAURICE FAUTEUX,
Secretary.

25294-26-2-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Collège College
Nichols	Marcel	21	Université d'Ottawa.

Saint-Jean, 25 juin 1949 — St. John, June 25, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
ADELARD FORGET, Jr.,
Secretary of the Bar of Richelieu.

25270-26-2-o

VENTES PAR SHERIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure-district d'ArthabaskaFieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of ArthabaskaArthabaska, à savoir: { MARCEL VACHON,
No. 5410. } ouvrier, domicilié
à Victoriaville, district d'Arthabaska, demandeur
vs DAME LÉO NOLET, ménagère, résidant à
Plessisville, district d'Arthabaska, veuve de feuArthabaska, to wit: { MARCEL VACHON,
No. 5410. } workman, domiciled at
Victoriaville, district of Arthabaska, plaintiff; vs
DAME LÉO NOLET, housewife, residing at
Plessisville, district of Arthabaska, widow of the

Léo Nolet, en son vivant industriel des mêmes lieux, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse;

1. Ce terrain faisant partie du numéro vingt et un-trois (P. N° 21-3) du cadastre amendé du village de Plessisville, tenant soixante et quatre pieds de front ou largeur par cent vingt cinq pieds de profondeur, borné d'un bout à Georges Laliberté ou représentants, de l'autre à Achille Morissette, d'un côté à Denis Bernard et de l'autre au terrain faisant partie du N° 21-4, avec droit de passage créé sur ce dit No. 21-4 par l'acte enregistré sous le No. 85,016.

2. Les droits incorporels immobiliers ainsi décrits: Les droits qu'avait le dit feu Léo Nolet en vertu et suivant les termes d'un bail et promesse de vente consenti à lui par Achille Morissette devant C.-E. Gosselin, Notaire, le 19 avril 1943, sous le numéro 23 75, ce bail et promesse de vente affecte l'immeuble connu sous partie du No. vingt et un-un (P. 21-1) du cadastre précité, moins la partie appartenant à Edmond Taschereau et celle appartenant à J.-Albert Michaud, ci-devant de "Plessisville Furniture". La défenderesse a acquis ces droits des Héritiers de feu Léo Nolet, représentés par leur tuteur "ad hoc" Delphis Roy, selon contrat reçu devant le Notaire Bennett Feeney, le 4 juin 1946, sous le N° 12396 de ses minutes.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Plessisville, comté de Mégantic, le DEUXIEME jour du mois d'AOUT 1949, à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Palais de Justice,
Arthabaska, ce 27 juin 1949. 25277-26-2-o

Le Shérif,

late Léo Nolet, in his lifetime, industrialist, of the same place, defendant.

As belonging to the defendant:

1. All that lot of land forming part of number twenty-one-three (Pt.21-3) of amended cadastre for the village of Plessisville, measuring sixty-four feet in front or width, by one hundred and twenty-five feet in depth, bounded at one end by Georges Laliberté or representatives, on the other by Achille Morissette, on one side by Denis Bernard and on the other by the lot of land forming part of No. 21-4, with right of way created upon said lot No. 21-4, by deed registered under No. 85, 016.

2. The incorporeal immovable rights thus described: the rights owned by the said late Léo Nolet in virtue of and pursuant to the terms of a lease and promise of sale consented to him by Achille Morissette before C. E. Gosselin, notary, on the 19th of April, 1943, under number 23 75, said lease and promise of sale affecting the immovable known under Part of No. twenty-one-one (Pt. 21-1) of the aforesaid cadastre, minus the part belonging to Edmond Taschereau and that belonging to J. Albert Michaud, heretofore of "Plessisville Furniture". The defendant having acquired said rights from the heirs of the late Léo Nolet, represented by their tutor *ad hoc* Delphis Roy, as per contract received before Notary Bennett Feeney, on June 4, 1946, under No. 12396 of his minutes.

To be sold at the church door of the village of Plessisville, county of Megantic, on the SE-COND day of the month of AUGUST, 1949, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU,
Court House, Sheriff.
Arthabaska, June 27, 1949. 25277-26-2

HULL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, District de Québec

N° 51990 { J. HARRY FUGERE, marchand de bois de la cité de Québec, demandeur, vs ALEX. BERGERON, marchand de bois de Maniwaki, défendeur.

Un terrain ou emplacement, situé sur le côté ouest de la rue Laird, dans le village de Maniwaki, faisant partie du lot de terre numéro deux-cent quatre (partie 2-104) dans le rang de front à la rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, contenant quarante-sept pieds de largeur sur la rue Laird, sur soixante-six pieds de profondeur et ainsi borné; en front vers l'est par ladite rue Laird, en profondeur vers l'ouest par le lot N° 2-103, d'un côté vers le nord par le lot N° 2-105, et d'autre côté vers le sud par un autre emplacement aussi partie dudit lot N° 2-104, appartenant à Jules Brazeau ou représentants, avec la maison et toutes autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances."

Une scierie et une manufacture d'articles en bois érigées sur un lopin de terre, propriété de la Couronne, de forme rectangulaire d'environ douze acres, comprenant les lots 1-10 à 1-16 inclusivement, 2-2 à 2-3 inclusivement, et 3-1a du cadastre du village de Maniwaki, en vertu d'un bail en date du 9 mai 1945. Sont saisies seulement les bâtisses construites sur ces dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de Maniwaki le CINQ AOUT prochain à

HULL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Quebec

No. 51990 { J. HARRY FUGERE, lumber merchant, of the city of Quebec, plaintiff; vs ALEX BERGERON, lumber merchant, of Maniwaki, defendant.

A lot of land or emplacement situate on the west side of Laird street in the village of Maniwaki, forming part of the lot of land number two-one hundred and four (Part 2-104) in the front range of the Désert river, in the township of Maniwaki, measuring forty-seven feet in width on Laird street, by sixty-six feet in depth and bounded as follows: in front on the east by said Laird street, in depth on the west by lot No. 2-103, on one side towards the north by lot No. 2-105, and on the other side to the south by another emplacement also part of said lot No. 2-104, belonging to Jules Brazeau or representatives—the house and all other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A saw-mill and a factory for wooden articles erected on a parcel of land, the property of the Crown, of rectangular figure, of about twelve acres, comprising lots 1-10 to 1-16 inclusive, 2-2 to 2-3 inclusive, and 3-1a of the cadastre for the village of Maniwaki, in virtue of a lease dated the 9th of May, 1945. Only the buildings erected on said lots are seized.

To be sold at the parochial church door of Maniwaki, on the FIFTH of AUGUST, at

DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, I. ST-PIERRE.
Hull 25 juin, 1949. 25263-26-2-o
[Première insertion, 2 juillet 1949]

Sheriff's Office,
Hull, June 25, 1949. 25263-26-2
[First insertion, July 2, 1949]

JOLIETTE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*No 8930. { **BANQUE CANADIENNE NA-**
TIONALE, corporation léga-

lement constituée ayant son siège social dans
les cité et district de Montréal, contre HENRI
MARCIL, cultivateur, de Saint-Thomas, district
de Joliette.

Saisis comme appartenant au défendeur:

"1. Les lots numéros quarante et quarante et
un (40 & 41) des plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de Saint-Charles Borromée, comté
de Joliette, avec bâtisses y érigées, lesdits lots
ne formant qu'une seule exploitation et devant
être vendus en bloc, suivant jugement de cette
cour en date du 9 mai 1949; mais sujet au bail
consenti par le défendeur le 26 avril 1949,
devant le notaire Jean-François Héту, à Francis
Henry Jones, et enregistré au bureau d'enregis-
trément de Joliette sous le No 85154, pour le
terme d'un an du 26 avril 1949";

Pour être vendus "en bloc" à mon bureau,
au palais de justice, en la cité et le district de
Joliette le TROIS AOUT 1949, à DIX heures
du matin.

"2. Les lots numéros deux cent trois, deux
cent quatre, deux cent cinq, deux cent quatorze
deux cent quinze, deux cent soixante-cinq et
deux cent soixante-six (203, 204, 205, 214, 215,
265, 266) des plan et livre de renvoi officiels de
la paroisse de Saint-Thomas de Joliette, comté
de Joliette, avec bâtisses y érigées, lesdits lots
ne formant qu'une seule exploitation et devant
être vendus en bloc, suivant jugement de cette
cour en date du 9 mai 1949; mais à distraire des
lots 214 et 215 les lisières de terrain vendues par
le défendeur à Sa Majesté le Roi, suivant titre
passé devant le notaire Armand Lavallée et
enregistré à Joliette sous le No 85343, d'une
superficie totale de un arpent et 906 millièmes
d'arpent carré";

Pour être vendus "en bloc" à la porte de
l'église de la paroisse de Saint-Thomas, district
de Joliette, le TROIS AOUT 1949, à DEUX
heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 20 juin 1949. 25261-26-2-o
[Première insertion: 2 juillet 1949]

JOLIETTE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*No. 8930. { **BANQUE CANADIENNE NA-**
TIONALE, a body politic

and corporate having its head office in the city
and district of Montreal; against HENRI
MARCIL, farmer, of Saint-Thomas, district of
Joliette.

Seized as belonging to the defendant:

"1. Lots numbers forty and forty-one (40 &
41) on the official plan and in the book of refer-
ence for the parish of Saint-Charles Borromée,
county of Joliette, with buildings thereon erected
the said lots forming but one and the same lot
of land and to be sold "en bloc", pursuant to a
judgment of the said Court, bearing date the
9th day of May, 1949; but subject to a lease
granted by the defendant on the 26th of April,
1949, before Notary Jean-François Héту, to
Francis Henry Jones, and registered at the
Registry Office of Joliette under No. 85154, for
the period of one year from the 26th of April,
1949";

To be sold "en bloc" at my office, in the
Court House, in the city and district of Joliette,
on the THIRD day of AUGUST 1949, at TEN
o'clock in the forenoon.

"2. Lots numbers two hundred and three,
two hundred and four, two hundred and five,
two hundred and fourteen, two hundred and
fifteen, two hundred and sixty-five and two
hundred and sixty-six (203, 204, 205, 214, 215,
265, 266) on the official plan and in the book of
reference for the parish of Saint-Thomas de
Joliette, county of Joliette, with buildings
thereon erected, the said lots forming but one
and the same lot of land and to be sold "en
bloc", pursuant to a judgment of the said Court
dated the 9th of May, 1949; but to be deducted
from lots 214 and 215 the strips of land sold by
the defendant to His Majesty the King, accord-
ing to title-deeds passed before Notary Armand
Lavallée and registered at Joliette under No.
85343, having a total superficial area of one
arpent and 906 thousandths of a square arpent";

To be sold, "en bloc", at the church door of
the parish of Saint-Thomas, district of Joliette
on the THIRD day of AUGUST 1949, at TWO
o'clock in the afternoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, June 20, 1949. 25261-26-2
[First insertion: July 2, 1949]

Cour Supérieure

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec, { **GÉRARD PRES-**
District de Montréal, { **SEAU**, entrepreneur-
No. 257535 { électricien, de la cité de
Saint-Jean, district d'Iberville, demandeur, vs,
GEORGES NADEAU, de la cité et du district
de Montréal, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un morceau de terre de forme irrégulière
situé à Notre-Dame de la Merci, ci-devant connu
et désigné comme étant partie du lot de terre
numéro quatorze (P.L. 14) du neuvième rang du
canton de Chilton, lequel morceau de terre peut

Superior Court

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Québec, { **GÉRARD PRES-**
District of Montreal, { **SEAU**, electrical con-
No. 257535 { tractor, of the city of
Saint John's, district of Iberville, plaintiff, vs
GEORGES NADEAU, of the city and district
of Montreal, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A parcel of land of irregular figure situate at
Notre-Dame de la Merci, heretofore known and
designated as being a part of the lot of land num-
ber fourteen (Pt.L.14) of the ninth range of the
township of Chilton, the said parcel of land may

être spécialement décrit comme suit: comprenant tout le terrain en dedans d'une ligne imaginaire qui partirait d'un point sur le côté ouest du chemin du lac Ouareau à quinze pieds au sud d'une clôture dans une direction ouest en droite ligne et perpendiculairement à la ligne du chemin du lac Ouareau pour atteindre la ligne sud du terrain de Brien et Dauphin, de là suivant, cette ligne vers le nord-ouest jusqu'au lac Ouareau, de là suivant le bord du lac vers l'ouest, le sud et l'est jusqu'à une autre ligne imaginaire qui serait tirée parallèlement à la ligne du point de départ et à une distance de trois cent quatre-vingt-cinq pieds (385') au sud de cette ligne, irait dans une direction est une distance de trois cents pieds (300') jusqu'au chemin du lac Ouareau et finalement tournant vers le nord en suivant ce chemin jusqu'à une distance de quinze pieds (15') au sud de la clôture qui sert de point de départ. Le tout est borné au sud partie par le vendeur et partie par le lac, au nord partie par le vendeur, partie par Brien et Dauphin et partie par le lac, au haut est par le chemin du lac Ouareau et au haut ouest par le lac, ce morceau de terre faisant maintenant partie du lot No. quatorze A (P.L. n° 14-A) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Chilton 9e rang, avec toutes les bâtisses construites sur ledit morceau de terre.

Pour être vendu au bureau du registraire du comté de Montcalm, en la paroisse de Sainte-Julienne-de-Rawdon, dans le district de Joliette, le QUATRE AOUT 1949, à dix heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, le 20 juin 1949. 25262-26-2-o
[Première insertion: 2 juillet 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **BANQUE DE MONTREAL**, demanderesse,
No 269,201. { vs **DONALD IAN MCALPINE**, défendeur.

Cet emplacement ayant front sur la quarante-et-unième avenue, dans la cité de Lachine, connu et désigné comme étant la subdivision numéro neuf du lot originaire numéro cent cinquante-deux (152-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant cent dix pieds de largeur en front et soixante-deux pieds de largeur en arrière par une profondeur de cent douze pieds et trente-trois centièmes d'un pied dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées, comprenant celle portant le numéro civique 378 (autrefois 56) de ladite quarante-et-unième avenue et un garage, comme le tout se trouve présentement avec tous les droits, membres et appartenances y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 14ème jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 8 juin 1949. 25120-23-2-o

be particularly described as follows: Comprising all the land within an imaginary line which would start at a point on the west side of the Lake Ouareau road at fifteen feet south of a fence in a westerly direction in a straight line and perpendicular to the line of the Lake Ouareau road extending to the south line of the land of Brien and Dauphin, thence, following the said line northward as far as Lake Ouareau, thence following the shore of the lake westward, southward and eastward as far as another imaginary line to be drawn parallel to the line of the starting point and at a distance of three hundred and eighty-five feet (385') south of the said line, running in an easterly direction a distance of three hundred feet (300') up to the Lake Ouareau road and finally turning northward and following the said road for a distance of fifteen feet (15') south of the fence which serves as the starting point. The whole is bounded on the south partly by the vendor and partly by the lake, on the north partly by the vendor, partly by Brien and Dauphin and partly by the lake, on the upper west by the Lake Ouareau road and on the upper west by the lake, the said parcel of land now forms part of lot number fourteen A (Pt. L. 14-A) on the official plan and in the book of reference for the township of Chilton, 9th range, with all the buildings erected on the said parcel of land.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Montcalm, in the parish of Sainte-Julienne-de-Rawdon, in the district of Joliette, on the FOURTH day of AUGUST, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, June 20, 1949. 25262-26-2
[First insertion: July 2, 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **BANK OF MONTREAL** plaintiff; vs **DONALD IAN MCALPINE**, defendant.

That emplacement fronting on Forty-First Avenue, in the City of Lachine, known and designated as being subdivision number Nine of Original Lot number One Hundred and Fifty-Two (152-9) upon the Official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine, measuring one hundred and ten feet in width in front and sixty-two feet in width in rear, by a depth of one hundred and twelve feet and thirty-three hundredths of a foot in its south Westerly line, English measure and more or less, with all the buildings thereon erected, including that bearing civic number 378 (formerly 56) of said Forty-First Avenue, and a garage, as the whole now is with all the rights, members and appurtenances thereto attached, without any exception nor reserve.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, June 8, 1949. 25120-23-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **FERDINAND AUDET**,
N° 14940. { notaire, de la Cité de
Québec, contre **THOMAS**
HEON, ci-devant de Québec, et maintenant de
Charlesbourg, comté de Québec, à savoir:

La subdivision N° 9 (neuf) du lot N° 416
(quatre cent seize) du cadastre officiel pour la
paroisse de Charlesbourg, comté de Québec,
étant un lot situé en la concession sud-ouest du
domaine Saint-Pierre, mesurant 75 pieds de
largeur ou de l'est à l'ouest sur 80 pieds de pro-
fondeur ou du nord au sud, le tout mesure
anglaise, et contenant 6,000 pieds en superficie,
tel que le tout est actuellement, avec droit de
passage sur les subdivisions Nos 13 et 14 dudit
lot 416, avec bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de Charlesbourg, comté de Québec, le
CINQUIÈME jour de AOÛT prochain, à DIX
heures du matin.

Le Shérif,

AIME DION.

Bureau du Shérif,

Québec, 28 juin 1949.

25278-26-2-0

[Première insertion: 2 juillet 1949]

[Deuxième insertion: 16 juillet 1949]

RIMOUSKI

Fieri facias de bonis et de terris
COUR DE MAGISTRAT

Canada, { **J.-H. RIOUX**, marchand,
Province de Québec, { autrefois de Luceville
N° 15054 C.M. { et actuellement de Price,
demandeur, vs **ARTHUR MICHAUD**, de l'en-
droit appelé St-François Xavier des Hauteurs
(ouest), défendeur.

Le lot no 31, rang 2, canton Ouimet à St-
François Xavier des Hauteurs (ouest), borné au
nord par Adhémar Plante, à l'est à Anaclet
Banville, au sud à Ernest Chasseur, à l'ouest à la
réserve Ouimet avec bâtisses ci-dessus construi-
tes, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église Saint-
François Xavier des Hauteurs le 2 août 1949 à
10 heures a.m.

Le Shérif,

CHARLES GARON.

Bureau du Shérif,

Rimouski, 25 juin 1949.

25274-26-2-0

(Première insertion: 2 juillet 1949)

Fieri Facias de Bonis et de Terris
COUR SUPÉRIEURE

Canada, { **LEONIDAS DUBÉ**,
Province de Québec, { journalier, domicilié
District de Rimouski. { à Mont-Joli, district
No. 10598. { de Rimouski, demandeur,
vs **RAYMOND ROUSSEL**, cultivateur, domici-
lié à St-Moïse, district de Rimouski, défendeur.

Le lot n° 34 du rang sud-ouest, chemin Kempt,
dans le canton Cabot, avec bâtisses ci-dessus
construites, circonstances et dépendances, les
impenses, défrichements et tous les droits de
préemption sur le dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-
Moïse, district de Rimouski, le 5 août 1949 à 10
heures a.m.

Le Shérif,

CHARLES GARON.

Bureau du Shérif,

Rimouski, 25 janv. 1949.

25272-26-2-0

[Première insertion: 2 juillet 1949]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { **FERDINAND AUDET**,
No. 14940. { notary, of the City of
Québec; against **THOMAS**
HEON, heretofore of Québec, and now of
Charlesbourg, county of Québec, to wit:

Subdivision No. 9 (nine) of lot No. 416 (four
hundred and sixteen) on the official cadastre
for the parish of Charlesbourg, county of Québec,
being a lot situate in the southwest concession
of "domaine Saint-Pierre", measuring 75 feet
in width or from east to west by 80 feet in depth
or from north to south, the whole English
measure, and containing an area of 6,000 feet, as
the whole presently subsists, with right of way
upon subdivisions Nos. 13 and 14 of said lot
416, with buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of
Charlesbourg, county of Québec, on the FIFTH
day of AUGUST next, at TEN o'clock in the
forenoon.

AIME DION,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, June 28, 1949.

25278-26-2

[First insertion: July 2, 1949]

[Second insertion: July 16, 1949]

RIMOUSKI

Fieri facias de bonis et de terris
MAGISTRATE'S COURT

Canada, { **J.-H. RIOUX**, merchant,
Province of Québec, { heretofore of Luce-
No. 15054 M.C. { ville and actually of Price,
plaintiff; vs **ARTHUR MICHAUD**, of the place
called St-François-Xavier des Hauteurs (ouest),
defendant.

Lot No. 31, of range 2, township of Ouimet at
St-François-Xavier des Hauteurs (ouest), bound-
ed on the north by Adhémar Plante, on the east
by Anaclet Banville, on the south by Ernest
Chasseur, on the west by the Ouimet Reserve—
with buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at the church door of St-François-
Xavier des Hauteurs, on the Second day of
August 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Rimouski, June 25, 1949.

25274-26-2

[First insertion: July 2, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
SUPERIOR COURT

Canada, { **LEONIDAS DUBÉ**,
Province of Québec, { labourer, domiciled
District of Rimouski. { at Mont-Joli, district of
No. 10598. { Rimouski, plaintiff; vs
RAYMOND ROUSSEL, farmer, domiciled at
St-Moïse, district of Rimouski, defendant.

Lot No 34 of the range southwest, Kempt
road, in the township Cabot,—with buildings
theron erected, circumstances and dependencies,
improvements, clearings and all preemption
rights on the said lot.

To be sold at the church door of St-Moïse,
district of Rimouski, on the FIFTH day of
AUGUST, 1949, at TEN o'clock A.M.

CHARLES GARON,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Rimouski, June 25, 1949.

25272-26-2

[First insertion: July 2, 1949]

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 18979
FERDINAND SOUCY, journalier, de St-Narcisse, district de Rimouski, demandeur; vs **GONZAGUE ROSS**, de St-Robert Bellarmin, demeurant actuellement à Ste-Blandine, Cté de Rimouski, district de Rimouski, défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 18979
FERDINAND SOUCY, laborer, of St-Narcisse, district of Rimouski; vs **GONZAGUE ROSS**, of St-Robert Bellarmin, residing actually at Ste-Blandine, county of Rimouski, district of Rimouski, defendant.

Le lot N° 75 de la subdivision officielle du lot N° 521-75 au cadastre officiel de la ville St-Germain de Rimouski, borné au nord-ouest par les lots 521-74 (Jean Gagné), et 521-73 (Albert H. Ouellet), au nord-est par le lot 521-72 (Napoléon Joubert), au sud-est par le lot 521-96 (la rue St-Joseph), au sud-ouest par le lot 521-76 (Wilfrid Voyer), mesurant 50 pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, contenant en superficie quatre mille cinq cents pieds carrés (m.a.).

Lot No. 75 of the official subdivision of lot No. 521-75 on the official cadastre for the town of St-Germain de Rimouski, bounded on the northwest by lots 521-74 (Jean Gagné), and 521-73 (Albert H. Ouellet), on the northeast by lot 521-72 (Napoléon Joubert), on the southeast by lot 521-96 (St. Joseph street), on the southwest by lot 521-76 (Wilfrid Voyer), measuring fifty feet in width by ninety feet in depth, containing a superficial area of four thousand five hundred square feet (E.M.).

Cet immeuble est sujet à la rente foncière de \$18.00 par année à Octave Michaud.

The said immovable is subject to a ground rent of \$18.00 per annum payable to Octave Michaud.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Robert Bellarmin le **PREMIER AOÛT à DIX heures a.m.**

To be sold at the church door of St-Robert Bellarmin, on the **FIRST day of AUGUST, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.**

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **CHARLES GARON.**
Rimouski, 25 juin 1949. 25276-26-2-o
[Première insertion, 2 juillet 1949]

Sheriff's Office,
Rimouski, June 25, 1949. 25276-26-2
[First insertion: July 2, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 10585.
J. ROLAND GAGNON, marchand, de Cap-Chat, district de Rimouski, demandeur; vs **FIRMIN DESCHENES**, de Mont-Albert, district de Rimouski, défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 10585.
J. ROLAND GAGNON, merchant, of Cap-Chat, district of Rimouski, plaintiff; vs **FIRMIN DESCHENES**, Mont-Albert, district of Rimouski, defendant.

Un terrain au premier rang de Ste-Anne des Monts, Cté de Gaspé-Nord, mesurant une largeur de 75 pieds au chemin royal sur une profondeur de nord au sud de 80 pieds, désigné comme faisant partie du lot N° 21 du cadastre officiel pour le Bloc "A" du canton Tourelle, borné au nord et à l'est par le résidu du lot N° 21 de Sieur Narcisse Pelletier, au sud au chemin royal et à l'ouest par le lot N° 20 de Sieur Omer Paquet avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

A lot of land in the first range of Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North, measuring a width of 75 feet at the King's Highway by a depth from north to south of 80 feet, described as forming part of lot No. 21 of the official cadastre for Block "A" of the township of Tourelle, bounded on the north and east by the residue of lot No. 21 of Sieur Narcisse Pelletier, on the south by the King's Highway and on the west by lot No. 20 belonging to Sieur Omer Paquet, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts, le **TROIS AOÛT 1949, à DEUX heures p.m.**

To be sold at the church door of Ste-Anne-des-Monts, on the **THIRD day of AUGUST, 1949, TWO o'clock in the afternoon.**

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **CHARLES GARON.**
Rimouski, 25 juin 1949. 25273-26-2-o
[Première insertion, 2 juillet 1949]

Sheriff's Office,
Rimouski, June 25, 1949. 25273-26-2
[First insertion, July 2, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 20086.
JOSAPHAT RIOUX, boucher et épicier, de l'endroit appelé Nazareth, Cté Rimouski, demandeur; vs **DESIRE MICHAUD**, du même lieu.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 20086.
JOSAPHAT RIOUX, butcher and grocer, of the place called Nazareth, county of Rimouski, plaintiff; vs **DESIRE MICHAUD**, of the same place.

Le lot N° 24 du cadastre officiel de Notre-Dame du Sacré-Cœur, mesurant 60 pieds de front par 130 de profondeur, borné au nord à Louis Lepage, à l'est à René Côté le vendeur, au sud à Prudent Sirois, à l'ouest en front à la rue, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Lot No. 24 of the official cadastre for Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, measuring 60 feet in front by 130 feet in depth, bounded on the north by Louis Lepage, on the east by René Côté the vendor, on the south by Prudent Sirois, on the west in front by the street, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de Nazareth le PREMIER AOUT 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rimouski, 25 juin 1949. CHARLES GARON.
[Première insertion, 2 juillet 1949] 25275-26-2-o

To be sold, at the church door of Nazareth, on the FIRST day of AUGUST, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CHARLES GARON,
Rimouski, June 25, 1949. Sheriff.
[First insertion, July 2, 1949] 25275-26-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { D E N I S S. BA-
District de St-François, { CHAND, de la
Sherbrooke, { ville de Coaticook,
N° 7150 { dans le district de St-
François, négociant, demandeur, vs EMILE GAUDREAU, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

"Une propriété au canton de Compton étant les lots de cadastre Seize-N (16-N) dans le septième rang et Seize-G (16-G) dans le huitième rang, dans le dit canton de Compton, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, sujet à la servitude d'entretenir la clôture dans sa ligne Ouest."

Pour être vendus "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de St-Thomas d'Aquin de Compton, MARDI, le DOUZE JUILLET 1949, à DIX heures a.m. (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sherbrooke, ce 8 juin 1949 J. P. C. LEMIEUX.
[Première insertion le 11 juin 1949] 25119-23-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { L A BANQUE CA-
District de St-François, { NADIENNE DE
N° 7276 { COMMERCE, corps
incorporé et politique, ayant une place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs COLIN GOODFELLOW, cultivateur, du comté de Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

"Subdivision lot numéro un, du lot numéro huit, (8-1) sur le plan du Cadastre et dans le livre de Renvoi Officiel pour le Canton d'Orford, avec les bâtisses et améliorations dessus érigées et faites, le tout appartenant à Colin D. Goodfellow, par transmission en vertu du testament de feu James Goodfellow, Sr., enregistré le 2 octobre 1933 à B-87-656, Sherbrooke."

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le QUATRE AOUT, 1949, à DIX heures a.m. (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sherbrooke, le 23 juin 1949. J. P. C. LEMIEUX.
[Première insertion, 2 juillet 1949] 25264-26-2-o

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Superior Court, { D E N I S S. BA-
District of St. Francis, { CHAND, of the
Sherbrooke, { town of Coaticook,
No. 7150 { district of St. Fran-
cis, trader, plaintiff, vs EMILE GAUDREAU, of the township of Compton, district of St. Francis, defendant.

As belonging to the defendant :

"A property in the township of Compton being the cadastral lots Sixteen-N (16-N) in the seventh range and Sixteen-G (16-G) in the eighth range, in the said township of Compton, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to the servitude to keep the fence in repair in its west line."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Thomas d'Aquin of Compton, TUESDAY, the TWELFTH of JULY 1949, at ten in the forenoon. (daylight saving time).

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
Sherbrooke, this 8th of June 1949. Sheriff.
[First insertion the 11th of June 1949] 25119-23-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { T H E C A N A D I A N
District of St. Francis, { B A N K O F C O M -
No. 7276 { M E R C E, body cor-
porate and politic, having a place of business at the City of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, vs COLIN GOODFELLOW, farmer, of the county of Sherbrooke, district of St. Francis, defendant.

As belonging to the defendant :

"Subdivision Lot number one of lot number eight (8-1) on the Cadastral Plan and in the Book of Reference for the Township of Orford, together with the buildings and improvements thereon erected and made, the whole belonging to Colin D. Goodfellow by transmission under the will of the late James Goodfellow, Sr., registered October 2nd, 1933, at B-87-656, Sherbrooke."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, the FOURTH of JULY 1949, at TEN a.m. (daylight saving time).

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
Sherbrooke this 23, of June 1949. Sheriff.
[First insertion, July 2, 1949] 25264-26-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 26

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Pilote vs Tremblay.....	1571
Robert vs Ashby.....	1571

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1553

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Pilote vs Tremblay.....	1571
Robert vs Ashby.....	1571

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1553

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du Comté d'Arthabaska, Inc. (Changement de nom).....	1569
Bélanger, Dr François (Destitution)....	1568
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Bic et St-Valérien (Fondation).....	1567
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Camille (Fondation).....	1571
Chantier Coopératif de St-Fabien et St-Eugène (Fondation).....	1571
Coopérative d'Habitation Saint-Paul-de-Scotstown (Fondation).....	1569
Corber, Dr A.-A. (Suspension).....	1568
Eastern Township Agricultural Association (Rachat d'obligations).....	1569
Grace Church (Corporation).....	1571
La Caisse Populaire de Dorion (Fondation).....	1570
Les Établissements Notre-Dame (Règlements).....	1568
Les Produits du St-Laurent ltée — St. Lawrence Products Ltd (Directeurs).....	1570
Le Syndicat National des Employés du Chemin de Fer Alma & Jonquière (Changement de nom).....	1568
Syndicat Coopératif St-Aimé (Fondation).....	1570
Syndicat de Criblage St-Théodore (Fondation).....	1570
The Monkland Tennis Club (Directeurs).....	1570

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du Comté d'Arthabaska, Inc. (Change of name).....	1569
Bélanger, Dr François (Dismissal)....	1568
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Bic et St-Valérien (Foundation).....	1567
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Camille (Foundation).....	1571
Chantier Coopératif de St-Fabien et St-Eugène (Foundation).....	1571
Coopérative d'Habitation Saint-Paul-de-Scotstown.....	1569
Corber, Dr A.-A. (Suspension).....	1568
Eastern Township Agricultural Association (Redemption of Bonds).....	1569
Grace Church (Incorporation).....	1571
La Caisse Populaire de Dorion (Foundation).....	1570
Les Établissements Notre-Dame (By-laws).....	1568
Les Produits du St-Laurent ltée — St. Lawrence Products Ltd (Directors).....	1570
Le Syndicat National des Employés du Chemin de Fer Alma & Jonquière (Change of name).....	1568
Syndicat Coopératif St-Aimé (Foundation).....	1570
Syndicat de Criblage St-Théodore (Foundation).....	1570
The Monkland Tennis Club (Directors).....	1570

CHARTER — ABANDON DE:

Armor Automotive Distributors Inc...	1572
Laboratoire Bio-Chimique Ltée — Bio-Chemical Laboratory Ltd.....	1572

CHARTER — SURRENDER OF:

Armor Automotive Distributors Inc...	1572
Laboratoire Bio-Chimique Ltée — Bio-Chemical Laboratory Ltd.....	1572

COMPAGNIES DISSOUTES:

Consumers Products Limited.....	1572
Finestone & Son Inc.....	1572
J. A. Brazeau Ltée.....	1573
J. M. Lord et Cie Ltée — J. M. Lord & Co. Ltd.....	1573
Juvenile Shoe Limited.....	1573
Leclerc & Houde Ltée — Leclerc & Houde Ltd.....	1573
Montreal Finance Corporation Limited	1574
Ontario Building, Limited.....	1574
Powerville Lumber Company Limited	1574
The Amalgamated Leather Companies of Canada Inc.....	1574
Trinity Building, Limited.....	1574

COMPANIES DISSOLVED:

Consumers Products Limited.....	1572
Finestone & Son Inc.....	1572
J. A. Brazeau Ltée.....	1573
J. M. Lord et Cie Ltée — J. M. Lord & Co. Ltd.....	1573
Juvenile Shoe Limited.....	1573
Leclerc & Houde Ltée — Leclerc & Houde Ltd.....	1573
Montreal Finance Corporation Limited	1574
Ontario Building, Limited.....	1574
Powerville Lumber Company Limited	1574
The Amalgamated Leather Companies of Canada Inc.....	1574
Trinity Building, Limited.....	1574

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:	
Cap-aux-Meules.....	1575
Ile-Bouchard.....	1575
La Providence.....	1576
Rivière-Croche.....	1576
St-Marcel.....	1576

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:	
Cap-aux-Meules.....	1575
Ile-Bouchard.....	1575
La Providence.....	1576
Rivière-Croche.....	1576
St-Marcel.....	1576

TERRES ET FORÊTS:

Branche du Cadastre:	
St-Sauveur, paroisse.....	1576

LANDS AND FORESTS:

Cadastral Service:	
St-Sauveur, parish.....	1576

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la Confection pour dames dans la Province (Prélèvement).....	1579
--	------

LABOUR:

Joint Committee of the Ladies Cloak and Suit Industry for the Province (Levy).....	1579
--	------

Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la Province (Modification).....	1577	Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province (Amendment).....	1577
Comité paritaire des Métiers de construction des comtés de St-Hyacinthe, et al (Prélèvement).....	1577	Building Trades Joint Committee of the counties of St. Hyacinthe, et al (Levy).....	1577
Industrie du Bois Ouvré, région de Québec (Modification).....	1577	Wrought Wood Industry, district of Quebec (Amendment).....	1577
TRÉSOR:		TREASURY:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Quebec Ship Laborers' Benevolent Society.....	1580	Quebec Ship Laborers' Benevolent Society.....	1580
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Hull: étude du droit.....	1597	Hull: study of law.....	1597
Hull: pratique du droit.....	1597	Hull: practice of law.....	1597
Montréal: étude du droit.....	1596	Montreal: study of law.....	1596
Montréal: pratique du droit.....	1597	Montreal: practice of law.....	1597
Montréal: étude du droit.....	1598	Montreal: study of law.....	1598
Montréal: pratique du droit.....	1598	Montreal: practice of law.....	1598
Québec: étude du droit.....	1597	Quebec: study of law.....	1597
Richelieu: étude du droit.....	1598	Richelieu: study of law.....	1598
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
A. Chénier Inc.....	1554	A. Chénier Inc.....	1554
Acme Blouse Inc.....	1555	Acme Blouse Inc.....	1555
Antonin Lahaie Ltée.....	1555	Antonin Lahaie Ltée.....	1555
A. Ross Cromwell Co. Ltd.....	1555	A. Ross Cromwell Co. Ltd.....	1555
Autobus Régional, Limitée.....	1556	Autobus Régional, Limitée.....	1556
Brighton Interests Ltd.....	1556	Brighton Interests Ltd.....	1556
Community Nursery School Association	1556	Community Nursery School Association	1556
Daniels & Daniels Inc.....	1557	Daniels & Daniels Inc.....	1557
Desourdy Construction Ltée — Desourdy Construction Ltd.....	1557	Desourdy Construction Ltée — Desourdy Construction Ltd.....	1557
Diamond Fur Blending Corp. (Canada)	1558	Diamond Fur Blending Corp. (Canada)	1558
Geo. H. Dupuy & Fils, Limitée.....	1558	Geo. H. Dupuy & Fils, Limitée.....	1558
Globe Dress & Sportswear Co.....	1558	Globe Dress & Sportswear Co.....	1558
Grégoire & Bourgeois Incorporée.....	1559	Grégoire & Bourgeois Incorporée.....	1559
Guy Holdings Ltd.....	1559	Guy Holdings Ltd.....	1559
Hersh Woollens Ltd.....	1559	Hersh Woollens Ltd.....	1559
H. Shiller Inc.....	1560	H. Shiller Inc.....	1560
L'Aréna de Maniwaki Ltée.....	1560	L'Aréna de Maniwaki Ltée.....	1560
La Société St-Jean-Baptiste de Ste-Anne de la Pérade, Incorporée.....	1560	La Société St-Jean-Baptiste de Ste-Anne de la Pérade, Incorporée.....	1560
Le Centre Catholique de Ste-Victoire.....	1561	Le Centre Catholique de Ste-Victoire.....	1561
Ouellet & Ouellet Limitée — Ouellet & Ouellet Limited.....	1561	Ouellet & Ouellet Limitée — Ouellet & Ouellet Limited.....	1561
Panta (Canada) Ltd.....	1562	Panta (Canada) Ltd.....	1562
Peggy Ann Shops Incorporated.....	1562	Peggy Ann Shops Incorporated.....	1562
Perma-Stone of Montreal Limited.....	1562	Perma-Stone of Montreal Limited.....	1562
Pierre Château Stone Inc.....	1563	Pierre Château Stone Inc.....	1563
Plexart Co. Ltd.....	1563	Plexart Co. Ltd.....	1563
Premier Peat Moss Producers, Ltd.....	1563	Premier Peat Moss Producers, Ltd.....	1563
Ronaldo Tapin Limitée.....	1564	Ronaldo Tapin Limitée.....	1564
Service Social St-Pierre.....	1564	Service Social St-Pierre.....	1564
Splendid Toilet Service Limited.....	1564	Splendid Toilet Service Limited.....	1564
Stuart Auto Supplies, Ltd.....	1565	Stuart Auto Supplies, Ltd.....	1565
The Colonial Inn Inc.....	1565	The Colonial Inn Inc.....	1565
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
La Corporation de Téléphone de Joliette.....	1566	La Corporation de Téléphone de Joliette.....	1566
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	1581	Miscellaneous.....	1581
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Concernant l'application, au canton de Fox, dans les districts électoraux de Gaspé-Nord et Gaspé-Sud, des dis-		Concerning the application, to the township of Fox, in the electoral districts of Gaspé-North and Gaspé-	

positions de la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie (12 George VI, chapitre 37).	1581	South, of the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gaspe-sian area (12 George VI, chapter 37).	1581
Concernant l'annexion d'un certain ter-ritoire à la municipalité du village de Sainte-Madeleine, comté de Saint-Hyacinthe	1583	Concerning annexation of a certain territory of the municipality of the village of Sainte-Madeleine, county of St-Hyacinthe	1583
Concernant l'érection civile de la pa-roisse de Sainte-Paule, dans le diocèse de Rimouski	1587	Concerning the civil erection of the parish of Sainte-Paule, diocese of Rimouski	1587
Concernant l'érection de la municipa-lité du village de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes.	1584	Concerning the erection of the municipa-lity of the village of Saint-Placide, county of Two Mountains	1584
Concernant la mise en vigueur du ca-dastre de diverses localités, dans diffé-rentes divisions d'enregistrement. . . .	1590	Concerning coming into force of ca-dastre for various localities, in differ-ent registration divisions.	1590
Concernant l'érection civile de la pa-roisse de Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima, dans le diocèse d'Amos.	1589	Concerning civil erection of parish of Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima, diocese of Amos	1589
Concernant la mise en vigueur du ca-dastre révisé d'une partie des paroisses de St-Paul de Joliette et de Ste-Marie Salomée, comprises dans la municipa-lité du village de Crabtree, division d'enregistrement de Joliette	1590	Concerning coming into force of re-vised cadastre for part of parish of St-Paul de Joliette and Ste-Marie Salomée, Reg. Div. Joliette.	1590
SIÈGE SOCIAL:		HEAD OFFICE:	
Atlantic Agencies Limited — Agence Atlantic Limitée.	1591	Atlantic Agencies Limited — Agence Atlantic Limitée.	1591
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Munic. scolaire de:		School munic. of:	
Berthierville.	1593	Berthierville.	1593
Danville, (Dissidente)	1593	Danville (Dissentient).	1593
Laprairie, ville.	1595	Laprairie, town.	1595
Weedon-Centre, village.	1592	Weedon-Centre, village.	1592
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Tremblay vs Tremblay <i>et al.</i>	1595	Tremblay vs Tremblay <i>et al.</i>	1595
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Vachon vs Nolet.	1598	Vachon vs Nolet.	1598
HULL:		HULL:	
Fugère vs Bergeron	1599	Fugère vs Bergeron	1599
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Banque Canadienne Nationale vs Marsil	1600	Banque Canadienne Nationale vs Marsil	1600
Presseau vs Nadeau.	1600	Presseau vs Nadeau.	1600
MONTREAL:		MONTREAL:	
Banque de Montréal vs McAlpine. . . .	1601	Bank of Montreal vs McAlpine.	1601
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Audet vs Héon	1602	Audet vs Héon	1602
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Dubé vs Roussel.	1602	Dubé vs Roussel.	1602
Gagnon vs Deschênes	1603	Gagnon vs Deschênes	1603
Rioux vs Michaud.	1602	Rioux vs Michaud.	1602
Rioux, Josaphat vs Michaud, D.	1603	Rioux, Josaphat vs Michaud, D.	1603
Soucy vs Ross.	1603	Soucy vs Ross.	1603

SAINT-FRANÇOIS:

Bachand vs Gaudreau. §	1604
Banque Canadienne de Commerce vs Goodfellow.	1604

25293-o

SAINT FRANCIS:

Bachand vs Gaudreau.	1604
Canadian Bank of Commerce vs Good- fellow.	1604

25293-o